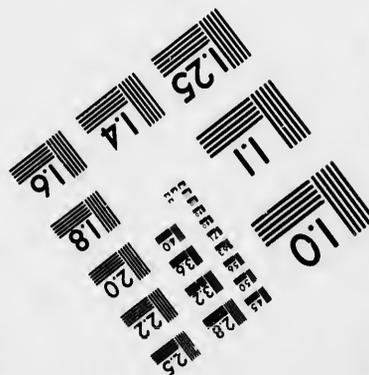
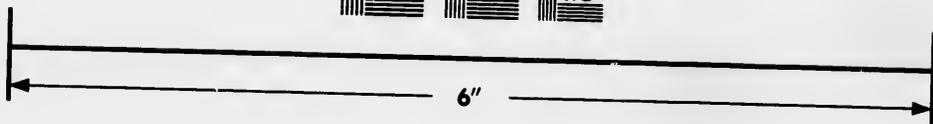
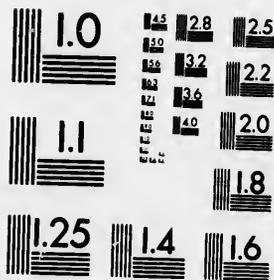


**IMAGE EVALUATION  
TEST TARGET (MT-3)**



**Photographic  
Sciences  
Corporation**

23 WEST MAIN STREET  
WEBSTER, N.Y. 14580  
(716) 872-4503

**CIHM  
Microfiche  
Series  
(Monographs)**

**ICMH  
Collection de  
microfiches  
(monographies)**



Canadian Institute for Historical Microreproductions / Institut canadien de microreproductions historiques

**© 1993**

Technical and Bibliographic Notes / Notes techniques et bibliographiques

The Institute has attempted to obtain the best original copy available for filming. Features of this copy which may be bibliographically unique, which may alter any of the images in the reproduction, or which may significantly change the usual method of filming, are checked below.

L'Institut a microfilmé le meilleur exemplaire qu'il lui a été possible de se procurer. Les détails de cet exemplaire qui sont peut-être uniques du point de vue bibliographique, qui peuvent modifier une image reproduite, ou qui peuvent exiger une modification dans la méthode normale de filmage sont indiqués ci-dessous.

- Coloured covers/  
Couverture de couleur
- Covers damaged/  
Couverture endommagée
- Covers restored and/or laminated/  
Couverture restaurée et/ou pelliculée
- Cover title missing/  
Le titre de couverture manque
- Coloured maps/  
Cartes géographiques en couleur
- Coloured ink (i.e. other than blue or black)/  
Encre de couleur (i.e. autre que bleue ou noire)
- Coloured plates and/or illustrations/  
Planches et/ou illustrations en couleur
- Bound with other material/  
Relié avec d'autres documents
- Tight binding may cause shadows or distortion  
along interior margin/  
La reliure serrée peut causer de l'ombre ou de la  
distorsion le long de la marge intérieure
- Blank leaves added during restoration may appear  
within the text. Whenever possible, these have  
been omitted from filming/  
Il se peut que certaines pages blanches ajoutées  
lors d'une restauration apparaissent dans le texte,  
mais, lorsque cela était possible, ces pages n'ont  
pas été filmées.

- Coloured pages/  
Pages de couleur
- Pages damaged/  
Pages endommagées
- Pages restored and/or laminated/  
Pages restaurées et/ou pelliculées
- Pages discoloured, stained or foxed/  
Pages décolorées, tachetées ou piquées
- Pages detached/  
Pages détachées
- Showthrough/  
Transparence
- Quality of print varies/  
Qualité inégale de l'impression
- Continuous pagination/  
Pagination continue
- Includes index(es)/  
Comprend un (des) index

Title on header taken from: /  
Le titre de l'en-tête provient:

- Title page of issue/  
Page de titre de la livraison
- Caption of issue/  
Titre de départ de la livraison
- Masthead/  
Générique (périodiques) de la livraison

Additional comments: /  
Commentaires supplémentaires:

This item is filmed at the reduction ratio checked below /  
Ce document est filmé au taux de réduction indiqué ci-dessous.

10X	12X	14X	16X	18X	20X	22X	24X	26X	28X	30X	32X
<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>									

The copy filmed here has been reproduced thanks to the generosity of:

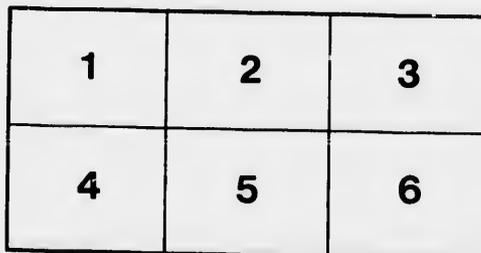
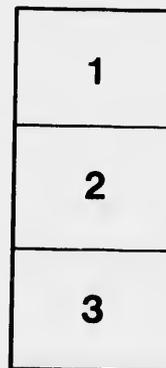
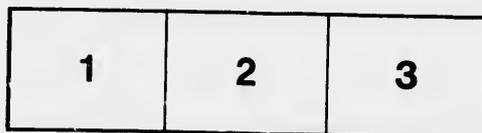
National Library of Canada

The images appearing here are the best quality possible considering the condition and legibility of the original copy and in keeping with the filming contract specifications.

Original copies in printed paper covers are filmed beginning with the front cover and ending on the last page with a printed or illustrated impression, or the back cover when appropriate. All other original copies are filmed beginning on the first page with a printed or illustrated impression, and ending on the last page with a printed or illustrated impression.

The last recorded frame on each microfiche shall contain the symbol  $\rightarrow$  (meaning "CONTINUED"), or the symbol  $\nabla$  (meaning "END"), whichever applies.

Maps, plates, charts, etc., may be filmed at different reduction ratios. Those too large to be entirely included in one exposure are filmed beginning in the upper left hand corner, left to right and top to bottom, as many frames as required. The following diagrams illustrate the method:



L'exemplaire filmé fut reproduit grâce à la générosité de:

Bibliothèque nationale du Canada

Les images suivantes ont été reproduites avec le plus grand soin, compte tenu de la condition et de la netteté de l'exemplaire filmé, et en conformité avec les conditions du contrat de filmage.

Les exemplaires originaux dont la couverture en papier est imprimée sont filmés en commençant par le premier plat et en terminant soit par la dernière page qui comporte une empreinte d'impression ou d'illustration, soit par le second plat, selon le cas. Tous les autres exemplaires originaux sont filmés en commençant par la première page qui comporte une empreinte d'impression ou d'illustration et en terminant par la dernière page qui comporte une telle empreinte.

Un des symboles suivants apparaîtra sur la dernière image de chaque microfiche, selon le cas: le symbole  $\rightarrow$  signifie "A SUIVRE", le symbole  $\nabla$  signifie "FIN".

Les cartes, planches, tableaux, etc., peuvent être filmés à des taux de réduction différents. Lorsque le document est trop grand pour être reproduit en un seul cliché, il est filmé à partir de l'angle supérieur gauche, de gauche à droite, et de haut en bas, en prenant le nombre d'images nécessaire. Les diagrammes suivants illustrent la méthode.

qu'il  
cet  
de vue  
ge  
ation  
ués

---

# LA PROTECTION

DOIT NOUS SAUVER

---

1907

30 x  
57

# LA RUINE A L'INTERIEUR

QUAND LA FORTUNE EST A LA PORTE

## LA PROTECTION DOIT NOUS SAUVER

### I.—LE TERRAIN DE LA PROCHAINE LUTTE.

Les élections fédérales de 1878 vont décider de l'avenir du Canada; car il s'agit de savoir si nos industries nationales doivent vivre ou périr.

Pendant que nos manufactures et nos moulins se ferment et sont vendus par le shérif, le gouvernement MacKenzie qui peut les sauver par la protection, refuse aveuglement d'agir. Il déclare même qu'il fera les élections sur ce principe. Voici comment M. Cartwright, le ministre des finances, pose les conditions de la présente lutte dans son exposé financier :

Maltenant, M. l'Orateur, sans vouloir soulever une discussion oiseuse, je crois qu'il est bon que la Chambre sache clairement, distinctement, qu'elle est cette question, et connaisse bien le *contraste frappant qu'offrent notre politique et celle de nos adversaires*. Dans un discours qu'il a prononcé sur cette question, il y a quelques mois, l'honorable chef de l'Opposition s'est exprimé comme suit :

« Vous (les cultivateurs) qui, dans une saison de stérilité, pourriez trouver une compensation pour ces faibles récoltes dans les prix plus élevés qu'elles vous rapporteraient, vous vous trouvez déçus dans votre espoir. Même le peu de produits que les tempêtes vous ont laissé se

trouve sans valeur lorsque les marchés du Canada sont inondés par les produits des Etats de l'Ouest. *Devons-nous souffrir un pareil état de choses? Ne devons-nous pas dire : le Canada aux Canadiens et protégeons nos marchés pour nous-mêmes? Ne devons-nous pas dire : si nous avons une pauvre récolte, qu'elle serve à nos concitoyens qui nous en donneront un prix raisonnable; si elle est abondante, ne nous contentons pas de nos seuls marchés, allons aux lointains marchés européens, et disons Etats-Unis : 'Nous vous permettons d'apporter vos produits sur nos marchés; à votre tour, accordez-nous le même privilège et laissez-nous envoyer nos produits sur vos marchés.'*

Pour le moment mon intention n'est pas de commenter ni ce discours remarquable ni ces remarquables résolutions, *mais de vous faire remarquer qu'ils sont en absolue contradiction avec la politique de notre gouvernement.*

Je dois, ajouter que je ne crois pas qu'il serait sage, pour des raisons politiques—lors même que nous n'en aurions pas d'autres,—*d'assimiler notre système à celui des Etats-Unis. Je pense qu'une augmentation considérable de l'impôt entraverait sérieusement le véritable progrès industriel et tendrait à détourner le peuple d'occupations moins productives.* Il n'y a pas de doute qu'elle démoraliserait la classe commerciale et introduirait une vaste contrebande parmi grand nombre de nos concitoyens.

Il me semble voir deux voies ouverts devant nous. L'une, celle que j'ai indi-

qué plus haut et que le gouvernement se propose de suivre ; l'autre, — que j'espère bien ne pas voir adoptée, — de nous lancer encore dans de folles entreprises, de contracter

encore des engagements dont nous n'avons pas calculé le prix, et d'imposer des taxes injustes dans l'espoir de donner par là un faux stimulant à la dépression actuelle.

## II.—COMMENT RETENIR TOUS LES ANS VINGT MILLIONS DANS LE PAYS.

Toute la question est de savoir si :

Pour s'enrichir, il vaut mieux faire son ouvrage soi-même que payer pour le faire exécuter.

*que*

Nous avons besoin, pour notre subsistance, d'une certaine quantité de produits importés, valant en moyenne \$100,000,000 par année. Nous produisons, en revanche, des articles d'exportation qui nous rapportent, disons \$80,000,000. La balance réelle que nous avons à déboursér tous les ans, déduction faite de toutes fausses valeurs, est de \$20,000,000.

Voici le tableau de notre commerce depuis 10 années :

	Import.	Export.	Déficit.
	\$	\$	\$
1868...	73,459,644	53,361,067	20,088,577
1869...	70,415,165	56,618,980	13,796,185
1870...	74,814,329	67,045,868	7,768,471
1871...	96,092,971	64,320,585	31,772,386
1872...	111,430,527	69,894,538	41,534,989
1873...	128,011,281	80,384,012	47,627,269
1874...	128,213,582	78,787,832	49,425,750
1875...	123,070,283	70,749,660	52,320,623
1871...	93,210,346	73,731,474	19,478,872
1877...	99,327,962	68,764,285	20,563,677

Voilà notre grande et grave maladie. Au lieu de nous enrichir, nous nous appauvrissons tous les ans. Si les gouvernements et les grandes corporations n'importaient pas d'argent au moyen d'emprunts, le pays se viderait de numéraire avant deux ans. Mais cet approvisionnement factice ne peut nous

assurer la prospérité. Les emprunts sont, par les intérêts qu'ils exigent, une nouvelle cause d'épuisement. Il faut ajouter tous les ans quelque chose comme \$10,000,000 que nous avons à payer à l'étranger pour intérêts, et si ce système continue, il arrivera un moment où tout ce que nous possédons appartiendra aux étrangers, car notre pays ne produit ni or ni argent pour remplacer celui qui s'en va.

Pouvons-nous nous suffire à nous-mêmes ? Pouvons-nous importer moins et exporter plus ? Pouvons-nous fabriquer nous-mêmes une certaine quantité d'articles que nous achetons aujourd'hui, de manière à retenir dans le pays les \$20,000,000 que nous en faisons sortir ? Si nous le pouvons, est-ce désirable ? Les libéraux disent que ce n'est pas désirable. Voilà la position absurde dans laquelle ils se sont mis.

Maintenant, nous allons procéder sur certains articles de commerce pour établir qu'en pratique la protection est possible, sans nuire au revenu d'un côté, et sans peser, de l'autre, sur le consommateur. Dans le tableau suivant se trouvent les principaux articles actuellement importés et que nous pourrions produire. Avec un tarif de 33 1/3 p. 100 sur ces objets, voici le résultat que nous aurions :

Ale, b  
et port  
Beurre.  
Fromage  
Suif...  
Vlanc  
Vlan  
conser  
Savon c  
mun...  
Whisk  
Sucre f  
qué...  
Sucrier  
Balais  
brosses  
Meubles  
Voiture  
Avalag  
Harnais  
sellerie  
Valeuse  
poterie  
Cordage  
Colon f  
qu...  
Miroir  
(étama  
Verre c  
mun...  
do do  
Bois sel  
Lois ma  
facturé  
Autre...  
Locom...  
ves...  
Caoutch  
manuf...  
rés...  
Fourrai  
manuf...  
rées...  
Fer ma  
facturé  
Chauss  
Prelats  
Machine  
coudre.  
Lainage  
lweed...  
Lin  
chanvre  
Orge...  
Avoine.  
Blé-d'In  
Farine...  
Farine  
blé-d'In  
Sel...  
Totaux...  
Dimin  
tion  
droits.

nous n'avons pas  
des taxes injustes  
à un faux stimu-

MILLIONS

es emprunts  
ils exigent,  
puisement.  
ans quelque  
O que nous  
continue, il  
tout ce que  
endra aux  
ne pro-  
r rempla-

suffire à  
nous im-  
ter plus ?  
nous mé-  
ité d'arti-  
enir dans  
que nous  
s le pou-  
? Les  
ce n'est  
position  
se sont

procéder  
ommerce  
e la pro-  
nuire au  
deser, de  
r. Dans  
vent les  
llement  
urions  
e 33 p.  
résultat

	Im- por- ta- tion actuelle	Droits	Rédu- tion proba- ble d'im- por- ta- tion.	Droit de 83 p. 100.
Ale. bière et porter....	\$ 170,864	\$ 89,161	\$ 70,000	\$ 23,333
Beurre.....	41,290	7,233		
Fromage ...	18,225	2,456		
Suif.....	268,004	25,183		
Vlantes ..	1,090,509	129,142		
V l a n d e s conservées	103,001	17,520		
Savon com- mun.....	3,491	5,414		
Empois....	59,809	17,989		
Whisky ..	127,500	145,248	50,000	16,666
tuore fabri- qué.....	5,100,000	2,209,000		
Sucreries... Balais en brosses ...	71,713 37,048	22,441 6,483		
Moules....	258,468	49,020	50,000	16,666
Voitures... Attelages... Harnais et sellerie ...	9,913 63,458 47,443	16,680 16,307 8,303	25,000 30,000 20,000	8,333 10,000 6,666
Vaisselle et poterie... Cordages ... Coton fabri- qué.....	302,588 29,517 7,345,000	63,418 5,168 1,285,500	150,000 2,000,000	50,000 666,666
Miroirs (étamage). Verre com- mun.....	59,996 21,824 411,682	10,500 49,320 72,058	20,000 50,000 150,000	6,666 16,666 50,000
de do... Bois scés... Bois manu- facturé.... Autre..... Locomotives .....	110,616 475,000 665,000 114,841	19,359 85,000 200,000 30,598	50,000 100,000 200,000 50,000	16,666 33,333 66,666 1,666
Cautchouc manufactu- ré.....	260,000	40,000	60,000	20,000
Fourrures manufactu- rées..... Fer manu- facturé.... Chaussures Prelats... Machines à coudre.... Lainage et tweed.... Lin et chanvre... Orge..... Avoine.... Blé d'Inde. Farine.... Farine de blé d'Inde Sel.....	246,131 2,739,000 302,111 152,335 136,818 9,000,000 301,033 157,141 610,882 4,259,545 8,030,000 578,006 347,000	43,074 584,930 52,872 29,750 24,288 1,550,000 301,033 157,141 610,882 4,259,545 8,030,000 578,006 347,000	50,000 1,000,000 50,000 50,000 50,000 4,000,000 1,333,333	16,666 333,333 16,666 16,666 16,666 1,333,333
Totaux....	\$9,074,448	\$6,691,117	\$2,815,000	\$2,813,325
Diminution des droits....		3,742,703		

Voici la conséquence de ce remaniement de tarif. Au lieu d'importer pour \$40,000,000, nous n'importerions que pour \$8,000,000 d'une certaine quantité d'articles que nous pourrions appeler les articles de luxe de cette classe, tels que les belles indiennes, les diaps et les objets de fantaisie en fer. Les riches seuls auront à payer les \$2,800,000 de droits. Si nous fabriquons les trente-deux autres millions, la matière première nous coûterait à peine \$12,000,000, peut-être moins. Nous voilà avec le tableau suivant :

Importation actuelle.....	\$40,000,000
Moins : importation des mêmes arti- cles.....	8,000,000
	<hr/>
	\$32,000,000.
Moins pour matières premières.....	12,000,000
	<hr/>
Argent retenu dans le pays.....	\$20,000,000

Il restera un déficit de \$3,742,792 dans le coffre public. Nous éléverions les droits sur les articles de luxe proprement dits, tels que les suivants :

Importation.....	Valueur.....	Droits actuels.....	Ad Valorem ou 1/2
Cigares.....	173,198	47,924	
Café.....	320,000	42,000	
Brandy.....	404,943	855,888	
Gin.....	174,563	411,331	
Rum.....	67,900	185,413	
Vins mousseux.....	89,857	28,151	
Parfumerie, savon de luxe.....	27,600	7,090	
Cartes à jouer.....	16,000	4,042	
Courants.....	173,000	36,000	
Raisin.....	401,000	70,318	
Objets en ivoire....	45,859	8,036	

Plumes et ornements	180,095	31,517
Articles de couture.	685,259	119,925
Dentelles.....	648,858	113,553
Chapeaux de soie etc.....	648,484	113,486
Objets d'enfants.....	461,899	80,833
Bijoux.....	294,138	51,489
Argenterie, etc.....	221,517	38,759
Peinture et couleurs.	303,141	53,054
Parasols.....	214,215	37,448
Pianos.....	343,265	60,072
Soieries, satins et velours.....	1,126,188	197,085
Papeterie de luxe...	464,000	81,372
Petits articles de luxe.....	2,766,545	482,470
Montres, etc.....	127,556	22,324
Tapis.....	698,319	122,206
Fruits.....	400,000	40,000

\$2,819,399

Nous pouvons remanier le tarif de manière à doubler ces droits, car personne ne souffrirait d'un nouvel impôt sur les cigares importés, les bijoux, les soies, les cognacs, etc. Nous ferions de même sur les spiritueux, fabriqués dans le pays. Ces droits donnent aujourd'hui \$2,650,000 ; on peut sans inconvénient les augmenter de 50 p. 100.

Nous aurons donc en définitive le tableau suivant :

Augmentation de droits sur articles de luxe ....	\$2,819,399
Augmentation d'accise sur spiritueux.....	1,325,000
	<hr/>
	\$4,144,399

### III.—LES LIBÉRAUX REFUSENT CES BIENFAITS.

Ce plan ne saurait faire de mal à personne. Eh ! bien, le *National*, l'organe des libéraux en Bas-Canada, le repousse dans les termes que nous soumettons aux lecteurs. Ecoutez-le :

Déficit à combler..... \$3,742,792

Marge..... \$ 401,607

Conservation dans le pays d'un capital de **\$20,000,000 !**

Sait-on ce que c'est que le capital annuel de \$20,000,000 :

- 2,000 manufacturiers gagnant \$200 par année..... \$ 4,000,000
- 25,000 chefs de famille gagnant \$10 par semaine..... 12,000,000

\$20,000,000

Imaginez maintenant quelle impulsion l'agriculture recevrait si nous avions subitement 27,000 familles, c'est-à-dire 150,000 bouches de plus dans le pays ayant \$20,000,000 à dépenser par année.

Qu'on nous dise si un seul consommateur souffrirait de ce tarif. Serait-ce le pauvre ? Mais les objets nécessaires à la vie ne sont pas augmentés d'une manière factice et si les produits se vendent un peu plus cher, c'est que l'élevation des gages aura justifié cette hausse ? Serait-ce le riche ? Mais il n'aura à payer à la douane que le montant qu'il paie aujourd'hui, tandis qu'il aura sa large part des \$20,000,000 qui restent dans le pays. Serait-ce l'agriculteur ? Mais il vendra tous ses produits plus cher. Il y a une chose certaine, c'est qu'à la fin de l'année, quels qu'aient pu être les prix, il y aura \$20,000,000 de plus dans la population.

(Du *National* du 7 Août.)

Si la théorie de la *Minerva* valait quelque chose, l'Angleterre, aujourd'hui, le plus riche pays du monde, devrait être complètement ruinée. En effet la métropole a constamment contre elle la

balance portait n'expor- tant il jamais s'ectuen- tre un Importe certain que ce prospé- importe considé- faits. A homme de prod- un hom- ne le c- avait a- au dépa- perté p- sons c- croyon- chaque- nerve p- me et p-

C'es- tons, c-

Est- qui v- \$1,000- tres n- s'est e- payé q- Qui en- de ma- pital- nouve- s'est e- débou- produ- conser- les cor- Car al- pauvri- tis de- à la pl- Y a-

.. \$3,742,792

. \$ 401,607

pays d'un

que le capi.

00 :

nt

.. \$ 7,000,000

nt

... 12,000,000

\$20,000,000

quelle im-

cevrerait si

27,000 fa

00 bouches

ayant \$20.

nnée.

un seul

nit de ce

re ? Mais

a vie ne

'une ma-

roduits se

her, c'est

aura jus-

t-ce le ri-

ayer à la

l'il paie

aura sa

qui res-

ce l'agri-

tous ses

a une

a fin de

être les

de plus

valait

ourd'hui,

devrait

effet la

e elle la

balance du commerce. En 1866, elle importait pour \$295,200,274, pendant qu'elle n'exportait que pour £188,417,536. Cependant il y a plus d'argent en Angleterre que jamais et c'est encore à Londres qu'on s'effe-ctue les plus gros emprunts. Loin d'être un signe de décadence, le surplus des importations sur les exportations est, pour certains économistes réputés aussi forts que ceux de la *Minerva*, une marque de prospérité. La proportion du surplus des importations sur les exportations est alors considérée comme la proportion des profits faits. Ainsi ces économistes pensent qu'un homme qui exporte du Canada pour \$1,000 de produits et qui importe pour \$1,200 est un homme qui a fait \$200 de bénéfices, et ils ne le croient pas plus pauvre parce qu'il avait au retour \$200 de plus qu'il n'avait au départ. Pourtant, cet homme avait im-ported plus qu'il n'avait exporté. Nous pensons comme eux; c'est pourquoi nous croyons que le Canada, loin de perdre chaque année les \$20,000,000 dont la *Minerva* parle, gagne, au contraire, cette somme et plus encore.

C'est à regret que nous constatons, chez les libéraux, le parti pris

#### IV.—COMMENT NOUS SOMMES RUINÉS.

Est-il bien vrai qu'un homme qui va vendre à l'étranger pour \$1,000 et qui en revient avec d'autres marchandises valant \$1,200 s'est enrichi de \$200? Oui, s'il n'a payé que \$1,000 pour ces \$1,200. Oui encore si ce surplus de \$200 de marchandises reste dans son capital pour lui aider à former de nouveaux produits. Mais non, s'il s'est endetté de \$200 ou s'il a dû déboursier \$200 pour importer ces produits et surtout si au lieu de les conserver dans son capital il a dû les consommer pour sa subsistance. Car alors il est clair qu'il s'est appauvri de \$200, puisqu'ils sont sortis de sa bourse et qu'il n'y a rien à la place.

Y a-t-il longtemps que la balance

de fermer les yeux à l'évidence. Le pays souffre de mille misères et ils semblent se glorifier de leur impuissance. Notre industrie est morte; nos manufactures sont fermées, notre commerce est ruiné, et quand nous leur demandons ce qu'ils entendent faire pour nous tirer de là, ils nous répondent en souriant, en nous montrant une page de Bastiat, de McCulloch ou de Stuart Mill: "Voyez-vous, cet auteur prouve que nous sommes prospères. La balance du commerce étant contre nous, il est prouvé que nous sommes riches, car nous nous enrichissons de tout le surplus de marchandises importées par nous."

Leur moyen de développer les ressources du pays ne va pas plus loin que cela. Ils n'ont rien à suggérer, rien à promettre, rien à essayer. Il faut laisser faire et nous laisser crever de faim jusqu'à ce que ça change par la grâce de Dieu.

du commerce est contre l'Angleterre? Seulement depuis 1853. Par un tableau que nous avons sous les yeux, il est établi que de 1760 à 1853, le surplus des exportations sur les importations anglaises se monte à £600,000,000 stg. N'est-ce pas aussi dans cet espace de temps que l'Angleterre a accumulé cette immense quantité de capital qu'on lui connaît? Si ce surplus était un indice de pauvreté, l'Angleterre n'aurait-elle pas été ruinée à jamais?

De reste, le tableau du commerce anglais que donne le *National*, n'est pas complet. La moyenne de la balance de commerce contre l'Angleterre est à peine de £50,000,000 par année et comme l'An-

gleterre est dans une position à vendre ses produits aussi cher que possible, et à acheter les produits étrangers aussi bon marché que possible, il est naturel de supposer que cette différence est comblée par un surplus de prix dans ses ventes. Avec £300,000,000 elle réussit réellement à acheter pour £350,000,000 parcequ'elle est riche, prospère et qu'elle attend son heure et son prix soit pour vendre soit pour acheter.

Sommes-nous dans la même position ? Qui oserait dire que oui. Nous n'avons point de capital ; nous sommes obligés de sacrifier nos produits et nous restons dans l'obligation d'acheter aux prix qu'il convient aux étrangers de nous vendre.

Voici les placements de fonds que l'Angleterre a faits depuis 20 années :

Prêté aux gouvernements d'Europe, des Etats-Unis et des différents Etats et villes américaines.....	\$ 6,000,000,000
Aux chemins de fer américains.....	2,750,000,000
A différentes villes de l'Europe et de l'Amérique du Sud.....	450,000,000
Banques, télégraphes, compagnies d'assurance, docks etc., à l'étranger.....	150,000,000
Chemins de fer étrangers..	18,000,000
Mines.....	45,000,000
Au gouvernement de ses colonies.....	1,220,000,000
Aux villes de ses colonies.	280,000,000
Aux chemins de fer de ses colonies.....	340,000,000
Maisons de commerce anglaises dans les différentes parties du monde.....	200,000,000
<b>Total</b>	<b>\$11,053,000,000</b>

Moyenne d'intérêt 4 1/2%...	\$ 442,120,000
Profit par navigation.....	300,000,000
Revenu annuel.....	\$ 742,120,000
Balance du commerce.....	300,000,000

**GAIN ANNUEL.....\$382,120,000**

Voici la situation du Canada en comparaison :

Emprunt des villes suivantes : Montréal, London, Ottawa, Québec, Trois-Rivières, Toronto, Winnipeg.....	\$ 18,000,000
Chemins de fer.....	222,000,000
Emprunt de gouvernement.	182,000,000
Capitaux de Trust et Loan, compagnies de prêt, banques, assurances, navires	20,000,000

**\$442,000,000**

Moyenne intérêt 2 1/2%.....	\$ 8,840,000
Balance du commerce.....	15,000,000
Fret, frais de change, etc....	8,000,000

**DÉBOURSÉS ANNUELS.....\$31,800,000**

Nous supposons que les cinq autres millions de la balance du commerce avec les autres pays est compensée par l'importation du capital des émigrants, des capitalistes, qui viennent faire des entreprises privées, etc.

Voilà la théorie du libre-échange et de la balance du commerce expliquée en deux mots.

L'Angleterre, malgré une balance du commerce de \$360,000,000 contre elle, retire d'autres sources \$742,120,000 par année.

Le Canada qui a une balance de commerce de \$15,000,000 par année contre lui, a pour toute compensation le privilège d'ajouter à ces déboursés \$16,800,000 de plus.

Voilà pourquoi les uns sont si riches et les autres si pauvres.

Voici les capitaux que nous avons fait venir par emprunt d'Angleterre depuis vingt années :

Villes  
"  
"  
"  
"  
"

Cher

Atlant  
Canada  
Grand-  
Great  
Lévis  
Toront  
Divers  
Hudson  
Banque  
"

Trust &  
Divers  
Gouvern  
Travaux  
riels,  
tictic

Vous  
reste

Espèce  
Numéro

Il n  
000 ou  
qui co  
deficit  
ter.

Mai  
discus  
d'un s  
tous le  
sc. f  
fidèle  
export  
bleau,  
sessien  
page 3  
fions

\$ 442,120,000  
300,000,000  
\$ 742,120,000  
300,000,000  
**382,120,000**  
Canada en

Villes : -- London .....	\$ 350,000
" Montréal .....	10,000,000
" Ottawa .....	900,000
" Québec .....	6,000,000
" Trois-Rivières .....	120,000
" Toronto .....	4,000,000
" Winnipeg .....	250,000

**Chemins de fer : --**

Atlantic et St. Lawrence .....	\$ 7,000,000
Canada Southern .....	1,000,000
Grand-Tronc .....	150,000,000
Great Western .....	50,000,000
Lévis et Kenebec .....	250,000
Toronto, Grey & Bruce .....	2,000,000
Divers .....	2,000,000
Hudson & Annapolis .....	2,000,000
Banque North British .....	\$ 5,000,000
" Montréal .....	2,000,000
Trust & Loan .....	6,000,000
Divers .....	2,000,000
Gouvernements .....	182,000,000
Travaux gouvernement impé- rial, dépenses militaires, en- tretien de régiments .....	40,000,000
<b>\$553,920,000</b>	

**Voulez-vous savoir ce qui nous  
reste :**

Espèce en Banques .....	\$ 5,761,910
Numéraire flottant (\$8 par tête) .....	32,000,000
<b>\$37,761,910</b>	

Il nous manque donc \$515,000,000 ou \$26,000,000 par année, ce qui correspond à peu près avec le déficit que nous venons de constater.

Mais afin qu'il ne s'élève plus de discussion à ce sujet, nous allons d'un seul tableau faire disparaître tous les doutes et établir notre thèse. L'Angleterre tient un compte fidèle des métaux précieux qu'elle exporte ou qu'elle importe. Ce tableau, nous l'avons en notre possession : c'est celui de 1876. À la page 31 nous trouvons les informations suivantes :

	1872	1873	1874	1875	1876
Total de l'or et l'argent im- porté de l'A- mérique An- glaise .....	£ 08,510	£ 21,307	£ 19,029	£ 12,431	£ 14,224
Exporté à l'A- mérique An- glaise .....	20,920	26,200	24,000	61,050	35,200

**Cela donnerait :**

Exportation .....	\$3,032,080
Importation .....	653,649

Balance expédiée au Canada .... \$1,378,431

À première vue, ce tableau sem-  
ble favorable à notre pays ; mais  
détrompez-vous. Combien devait-  
il venir de numéraire en Canada  
par les emprunts que nous avons  
faits ? En voici la liste :

	1873	1874	1875	1876
Emprunt du Gouvern. Fédéral .....	\$ 8,760,000	\$19,467,666	\$12,266,166	\$12,166,666
Montreal .....	2,500,000	3,637,083		4,183,333
Ottawa .....	1,000,000	3,700,000		
Québec .....	2,000,000		800,000	
Trois Rivières .....				1,000,000
Toronto .....		1,000,000		1,400,000
Winnipeg .....			250,000	
Chemins de fer Northern .....				
Autres chemins de fer, sociétés de prêt, etc. ....	200,000	500,000	200,000	
<b>\$14,960,000</b>				
Grand total .....	\$28,243,749	\$13,516,666	\$17,931,999	\$74,622,414
Moins numéraire envoyé par l'Angleterre .....				1,378,431
<b>\$79,243,983</b>				

18,000,000  
222,000,000  
182,000,000  
20,000,000  
2,000,000  
\$ 8,340,000  
15,000,000  
8,000,000  
**800,000**  
cinq an-  
du com-  
est com-  
capital  
tes, qui  
ses pri-  
change  
rce ex-  
balan-  
000,000  
sources  
nce de  
ar an-  
com-  
uter à  
plus  
out si  
s.  
nous  
d'An-

Payé en Canada pour fret étranger .....	\$ 32,000,000
Total contre le Canada .....	\$105,243,883
Moyenne par année .....	\$26,310,996

Ce tableau confirme la moyenne de \$26.000.000 de déficit annuel que nous avons déjà établi, lesquels en vingt années forment les \$515.000.000 qui nous manquent.

Quand notre pouvoir d'emprunter sera épuisé, — ce qui arrivera bientôt, — le pays se videra en deux ou trois années du peu de numéraire qui nous reste.

Où notre or est-il allé ? <sup>Si d'ici</sup> ~~Nous~~ il était venu : en Angleterre.

Il y a donc libre-échange et libre-échange. Les gros s'en engraisent, les petits en meurent.

L'Angleterre est aujourd'hui dans la position d'un riche bourgeois qui se retire des affaires. Il calcule qu'ayant assez d'argent de prêt, il peut se dispenser de travailler davantage. Il lui importe peu de renoncer à tel ou tel profit qu'il retirait en travaillant, attendu qu'après avoir déboursé pour vivre disons \$4,000 par année, il lui revient encore de ses placements plus du double en intérêts.

L'Angleterre avait un intérêt immense à établir le libre-échange. Maîtresse de l'industrie chez elle, elle la maîtrisait presque à l'étranger. Dans tous les pays du monde, nous dirions dans toutes les villes, elle a placé des capitaux, soit dans les banques, soit dans l'industrie, soit dans d'immenses maisons de commerce, soit dans les chemins de fer, soit dans la na-

vigation. L'Angleterre en est rendue à ce degré de puissance qu'elle envoie ses propres hommes et ses propres capitaux manufacturer à l'étranger. La plus grande manufacture de coton aux Et.-Unis, celle de Cohoes, par exemple, appartient exclusivement à des Anglais. Que d'autres ne pourrions-nous pas citer !

Pour l'Angleterre, établir le libre-échange, c'est accélérer le mouvement des échanges et par conséquent doubler le profit des chemins de fer et de la navigation, dans lesquels elle a de puissants intérêts. Elle en est rendue à un point où il lui importe peu qu'elle achète ses articles dans la Grande-Bretagne même ou dans les pays étrangers, puisque, dans l'un comme dans l'autre cas, ils viennent en grande partie d'un fabricant anglais. Dans presque toutes les villes du monde, les grands banquiers sont des Anglais. L'Amérique du Sud est toute entre leurs mains.

Du moment que l'Angleterre a compris que son territoire était trop restreint pour son immense accumulation de capitaux, elle a voulu prendre l'univers même pour le siège futur de ses opérations ; elle était forcée de le faire, parce que si elle les eut tenus captifs dans ses limites, ils auraient fini par se dévorer entre eux dans une concurrence effrénée, vu l'impossibilité de trouver des rendements avantageux.

Ce système n'a qu'un inconvénient. Par le libre-échange, l'Angleterre a déplacé le champ du travail. Ce qui se faisait chez elle se fabrique maintenant à l'étran-

ger ;  
vriér  
l'ouv  
égale  
avec  
périr  
capit  
sit ra  
atom  
sorte  
min ;  
venu  
tout s  
et les  
serve  
a pro  
s'effra  
me qu  
ne, ve  
même  
ne vo  
paupé  
échan  
Ecout  
glais,  
Lord  
vait a

Nous  
cette st  
et à la  
soit le  
ocle, de  
ral. D  
dépress  
même.  
ditions  
étrange  
paient t  
même t  
ne pou  
te s'ape  
plus et  
nimum  
pe aden  
même p  
taux des  
doit ces  
factures,  
sont les  
que la t  
restricti

erre en est ren-  
naissance qu'elle  
ommes et ses  
manufacturer à  
grande manu-  
Et-Unis, celle  
le, appartient  
Anglais. Que  
s-nous pas ci-

établir le li-  
accélérer le  
anges et par  
le profit des  
a navigation,  
de puissants  
rendre à un  
peu qu'elle  
s la Grande-  
ns les pays  
s l'un coin  
riennent en  
bricant au-  
es les villes  
banquiers  
nérique du  
s mains.

ngleterre a  
toire était  
immense  
ux, elle a  
nême pour  
érations ;  
ire, parce  
s caplifs  
aient fini  
dans un  
l'impossi-  
ndements

inconvé-  
ge, l'An-  
ainp du  
chez elle  
l'étrai-

ger ; c'est à l'étranger que ses ou-  
vriers devront aller chercher, de  
l'ouvrage. Les capitalistes feront  
également fortune en Angleterre  
avec le libre-échange, les ouvriers  
périront. Une fois la boule du  
capital bien formée, elle se gros-  
sit rapidement ; mais malheur aux  
atomes, aux particules de toutes  
sortes qui se trouvent sur son che-  
min ; sa force d'adhérence est dé-  
venue irrésistible, elle balaiera  
tout sur son passage ; et les bras  
et les petites bourses. Ceux qui ob-  
servent l'effet que le libre-échange  
a produit sur les classes pauvres,  
s'effraient de ses résultats. De mê-  
me que ceux qui regardent en haut  
ne voient que la prospérité ; de  
même ceux qui regardent en bas  
ne voient que l'accroissement du  
paupérisme. Pour ceux-ci le libre-  
échange est une triste institution.  
Ecoutez les plaintes d'un Lord An-  
glais, homme politique important,  
Lord Bateman. Voici ce qu'il écri-  
vait au *Times*, le 12 novembre :

Nous ne pouvons fermer nos yeux à  
cette stagnation universelle du commerce  
et à la détresse qui l'accompagne, que ce  
soit le commerce minier, maritime, agri-  
cole, de transport, ou le commerce en géné-  
ral. D'un bout à l'autre du pays le cri de  
dépression, de détresse et de ruine, est le  
même. Nous avons à lutter dans des con-  
ditions désavantageuses, avec les pays  
étrangers, qui nous volent nos profits, ne  
paient rien, à notre revenu et vendent en  
même temps à meilleur marché que nous  
ne pouvons le faire. Lorsque le capitalis-  
te s'aperçoit que son commerce ne le paie  
plus et que ses profits sont réduits au mi-  
nimum il s'ensuit que les ouvriers qui dé-  
pendent de lui doivent souffrir dans la  
même proportion et comme conséquence, le  
taux des salaires doit diminuer, ou le travail  
doit cesser, — les grèves, la fermeture des manu-  
factures, et une détresse pénible et imméritée  
sont les résultats inévitables. Admettons  
que la théorie d'un commerce libre et sans  
restrictions avec tous les pays du monde,

est aussi hardie qu'elle est magnifique.  
Admettons que l'idée, quel qu'ait été celui  
qui l'a lancée, (idée qui n'a jamais été dé-  
fendue avec plus de consistance que par no-  
tre bon et sage prince Consort), est à la fois  
grande et glorieuse dans sa conception.  
Admettons que de lui donner effet a été le  
but ainsi que la politique depuis long-  
temps acceptée des gouvernements succes-  
sifs, il ne peut être nié que l'obstacle oppo-  
sé par le défaut de réciprocité, a depuis le  
commencement entravé nos efforts philan-  
thropiques, et nous oblige maintenant à  
confesser après un essai de trente ans, qu'en  
pratique notre libre-échange n'offre malheu-  
reusement d'avantages que pour les pays  
étrangers ; et que, tandis que nous ouvrons  
nos ports au commerce et aux manufactu-  
res du monde entier, librement et sans  
restrictions, les autres pays, sans nous con-  
férer des avantages réciproques, profitent  
sans scrupule de notre libéralité magnani-  
me mais désastreuse (parce qu'elle n'est  
pas réciproque.)

Il est inutile d'étudier la question. Les  
faits parlent par eux-mêmes. En dépit de  
tous les arguments et de toute la persua-  
sion, pour ne pas dire les sollicitations, sur  
le sujet, ces faits demeurent dans toute  
leur triste réalité. Nos propositions aux  
autres pays ne sont pas reçues ; nos traités  
de commerce ne sont pas renouvelés ; no-  
tre propre commerce est dans une condi-  
tion stagnante et peu profitable ; nos ex-  
portations montrent un déficit regrettable,  
alarmant et toujours croissant ; notre reve-  
nu est affecté ; et, ce qu'il y a de pis, il n'y  
a pas un seul pays en Europe en commençant  
par la France et l'Allemagne et finissant par  
l'Espagne et la Suisse, (pour ne rien dire des  
Etats-Unis d'Amérique et de nos propres  
colonies australiennes) qu'on puisse persua-  
der par les tentations les plus spécieuses, à  
suivre notre exemple d'importations en fran-  
chise, en ouvrant ses ports au commerce de la  
Grande Bretagne et de l'union sans la res-  
treindre par des sauvegardes sous forme de  
droits imposés pour protéger ses propres  
industries indigènes.

Nous avons essayé le libre-échange et il  
a été trouvé en défaut. Nous avons fait de  
notre mieux pour convaincre les autres  
pays que notre politique est raisonnable, et  
en retour ils se moquent de notre aveugle-  
ment et font la sourde-oreille à nos remon-  
trances. En même temps la ruine partielle,  
la dépression générale et la détresse, nous mé-

naissent. Nos charges locales augmentent et nos exportations diminuent. Nos classes ouvrières s'agitent et déclarent la guerre ouverte au capital dans l'intérêt de la cause des travailleurs ; elles sont mécontentes parce qu'elles ne peuvent découvrir la cause réelle de la crise dont elles souffrent, demandant à grands cris de pouvoir participer dans des profits qu'on pourrait presque qualifier d'illusoires, et, cependant incapables de se rendre compte de l'hésitation, de l'impossibilité où se trouvent les patrons d'accéder à ce qu'elles considèrent comme leurs justes demandes et rien de plus.

Pourquoi persisterions-nous dans cette croisade utopiste ? Pourquoi avons-nous coupé les amarres qui nous retenaient à l'ancre, et avons-nous lancé notre bon navire sur un torrent perfide qui nous entraîne malgré nos efforts vers un naufrage imminent. Au nom du Ciel, si nous sommes engagés dans une voie périlleuse, arrêtons-nous tandis qu'il est encore temps. N'allons pas, pour l'amour d'une théorie à la Don Quichotte, fermer nos yeux au fait que notre commerce nous échappe, que la ruine nous menace, et, que nous sacrifions nos meilleurs et nos plus chers intérêts à une idée inacceptable.

Il y a des indices que le flot de l'opinion publique subit un changement graduel, et par conséquent convaincant. Je le salue avec satisfaction. Après tout, l'argument qui touche de plus près à la bourse de chacun, est le plus concluant et vaut toutes les théories et toutes les conférences de tous les économistes politiques du monde entier.

Ces lignes éloquentes feront-elles quelquel'effet sur les chefs libéraux ; nous en doutons ; mais elles seront comprises des électeurs, c'est l'essentiel.

Si le *National* s'occupait plus des intérêts du Canada, il serait forcé de modifier ses théories sur la balance du commerce et c'est l'un de ses chefs *Stuart Mill*, grand partisan du Libre-Echange et de la balance du commerce qui dit : "Dans les pays pauvres, le législateur a besoin de prendre grand soin des

capitaux du pays ; il ne doit y toucher qu'avec de grandes précautions et il doit favoriser leur accumulation à l'intérieur et leur exportation au dehors. Vol. II, p. 296."

Ce même auteur, qui est cent fois plus fort contre la protection que M. Cartwright et les libéraux, lesquels ne sont que ses disciples, est obligé de contredire sa thèse quand il parle des pays jeunes et pauvres comme est le Canada. Voici ce qu'il dit à la page 492 du 2nd vol., version française :

Le seul cas dans lequel les droits protecteurs puissent être soutenus, d'après les simples principes de l'économie politique, est celui dans lequel ils sont établis temporairement, surtout chez un peuple jeune et qui grandit, dans l'espoir de naturaliser une industrie étrangère qui par elle-même convient aux conditions dans lesquelles le pays se trouve. Souvent la supériorité d'un pays sur l'autre, dans une branche d'industrie, tient tout simplement à ce que le premier a commencé plus tôt. Il se peut qu'il n'y ait aucun avantage naturel d'un côté, aucun désavantage de l'autre, mais seulement une supériorité actuelle d'habileté et d'expérience. Un pays qui a cette habileté, mais qui manque d'expérience, peut, sous d'autres rapports, être mieux placé pour la production que le pays qui a commencé le premier. D'ailleurs, comme l'a justement remarqué M. Rae, dans toute branche de production, rien n'encourageait mieux le progrès qu'un changement dans les conditions où elle se développe. Mais on ne peut pas s'attendre à ce que des particuliers introduisent à leur risque, ou plutôt avec la certitude de perdre, une nouvelle industrie dans un pays, et supportent les charges auxquelles il faut se soumettre pour la soutenir jusqu'à ce que les producteurs se soient élevés au niveau de ceux qui fabriquent par tradition. UN DROIT PROTECTEUR MAINTENU PENDANT UNE PÉRIODE DE TEMPS RAISONNABLE, EST SOUTENIR L'IMPOT LE PLUS CONVENABLE QU'UNE NATION PUISSE ÉTABLIR SUR ELLE-MÊME POUR SOUTENIR UNE EXPÉRIENCE DE CE GENRE. (Principes d'Économie Politique, Vol. II, p. 492, version française.)

Qu'on nous permette de nous étendre un peu plus longuement sur cette question, qui est notre seule planche de salut.

### V.—QU'EST-CE QUE LA PROTECTION ?

Pour les pays grands et forts, le libre-échange est une bonne chose, de la même manière que la liberté est grandement désirable pour l'homme fait et que l'exercice et la fatigue sont parfois nécessaires aux constitutions robustes. Donnez cette même liberté à l'enfant, faites voyager violemment un convalescent, vous les vouez à une perte assurée. Prenez un malade obligé de gagner sa vie et qui ne peut guère travailler, il produira péniblement pour quelques sous par jour ; mais, il lui faut pour vivre d'autres produits valant le double de ce qu'il a pu gagner. Croyez-vous que cet homme s'enrichira ? Pour combler les déficits qui s'opèrent tous les jours dans sa caisse, il empruntera jusqu'à ce que tous ses biens soient enveloppés par les créanciers.

Le Canada se trouve dans cette position ; son industrie est dans l'enfance et sans capitaux ; comment voulez-vous la mettre en concurrence avec des industries qui vivent depuis cent ans et qui sont appuyées sur une accumulation de capitaux inépuisables ? Prenez une grande fabrique anglaise qui s'est transmise de père en fils. Pour le propriétaire actuel, cette fabrique ne lui coûte aucun sacri-

fice ; elle ne lui a causé aucun déboursé. Il n'y a point mis de capital. Par conséquent, il est moins sensible au rendement qu'un individu qui a appliqué dans la fabrique d'à côté, ou ses faibles économies ou le crédit dont il jouit. Pour le premier, tout rendement est un profit ; pour le second, le profit ne vient qu'après avoir dûit les intérêts et autres charges qui pèsent toujours sur le petit capitaliste. Puis, la vieille fabrique a sa clientèle toute faite ; elle a un nom à elle, un prestige qui sont en eux-mêmes une protection. Le caprice du consommateur est ainsi fait que sans savoir pourquoi, si ce n'est que c'est un produit qu'il entend vanter depuis son enfance, il préférera payer plus cher pour ce produit renommé que pour un autre meilleur qu'il connaît moins. Enfin, les vieilles fabriques ont une autre protection dans la succession d'ouvriers qui grandissent dans ce milieu. Un homme qui a travaillé pendant quarante ans dans une spécialité acquiert une dextérité, un coup d'œil, un tact qui tiennent quelquefois du merveilleux. Cette habileté se transmet dans les familles comme un secret d'atelier ; le père jaloux le montrera à son enfant, mais à nul au-

tre. Et voilà une fabrique qui se rit de toutes les concurrences et de tous les tarifs, parcequ'elle a sa protection en elle-même.

Maintenant, placez dans de telles conditions une de ces fabriques dans un pays riche, prospère, fortement peuplé. Mettez la fabrique nouvelle qui n'a ni capitaux, ni ouvriers, ni traditions, ni prestige, ni clients dans un pays pauvre et peu peuplé et mettez-les en concurrence. La grande fabrique manufacturée pour des millions destinés à des clients riches et payant bien ; la petite fabrique produit seulement pour des milliers destinés à un public limité. Comme il est reconnu que le prix de revient diminue en raison de la quantité, la grande fabrique pourra vendre le même article à meilleur marché que la petite. S'il lui plaît même de la tuer, elle peut inonder le pays pauvre d'articles au prix coûtant, ayant son profit dans son propre pays avec ses vieux clients. Nous prions les libéraux de nous dire si la petite fabrique pourra, dans ces conditions, tenir un seul jour contre sa puissante rivale.

Sans doute que pour le grand pays qui ramasse des capitaux depuis cent ans, le libre-échange est une belle chose ; cela lui permet de tuer les manufactures partout ailleurs. Il est dans le cas de l'homme riche qui commande des capitaux ; il voudrait avoir la liberté de faire mettre toutes les propriétés d'une ville à l'enchère, payables argent comptant ; il aurait la chance de les acheter toutes, car les pauvres gens ne pourraient lui faire concurrence.

Si vous voulez qu'une jeune industrie prospère dans un jeune pays, il faut lui donner la protec-

tion que vous donnez à l'enfant qui commence à marcher. Vous entourerez celui-ci de mille soins ; les gardiens et les lisières ne lui manquent pas, choses qu'un adolescent trouverait ridicules et nuisibles. L'Angleterre n'a trouvé le libre-échange commode que lorsqu'elle s'est vue la maîtresse commerciale du monde. Jusqu'en 1840, elle jouissait d'un tarif protecteur ; cette protection, on le sait, allait jusqu'à la tyrannie ; et c'est sous ce régime qu'elle obtint la richesse colossale dont elle jouit aujourd'hui.

La chose est facile à comprendre. Il faut produire, c'est-à-dire gagner autant qu'on veut dépenser. Ainsi quand un pays veut faire venir des produits de l'étranger il faut, qu'il soit en état de lui envoyer une même quantité de produits. La base de la prospérité nationale est donc la production. Ceux qui commencent par acheter sans s'occuper s'ils produiront commencent l'édifice par le sommet. Il est évident que l'importation, c'est-à-dire ce qu'on achète, peut s'établir au détriment de celui qui produit dans le pays. Et dans ce cas, le seul remède pour un pays, c'est de fabriquer lui-même ce qu'il n'a plus les moyens d'importer, c'est de se suffire à lui-même au delà de ce qu'il ne peut obtenir par échange de produits. Les marques de prospérité dans un pays ne sont rien autre chose que l'abondance de ses produits. Le pays le plus riche n'est pas celui qui échange beaucoup de produits avec les autres pays, c'est celui qui échange le plus de produits les uns contre les autres dans ses propres limites.

Où allons-nous en Canada avec ces doctrines ? Ne suivons-nous

pas  
posé  
nomi  
le Fr  
plus  
Char  
qu'il  
le mé  
produ  
Si no  
n'imp  
d'aut  
ment  
te not  
que n  
de fab  
te, na  
qu'au  
l'étran  
aider  
cisém  
de, p  
  
Ava  
sous l  
Kenzie  
comme  
réclam  
cris, c  
était n  
qu'aj  
partout  
l'indus  
vince é  
rité inc  
vaient  
qui ne  
curren  
sins sou  
quences  
la main  
leurs m  
pas lutte  
les nôtr

pas une route diamétralement opposée à celle qu'indiquent les économistes favoris du *National*. " Si le Français peut acheter dix fois plus de choses que du temps de Charles VI, dit J. Bte. Say, c'est qu'il produit dix fois plus." Par le même principe, moins un pays produira, moins il pourra acheter. Si nous étions dans une position à n'importer que les articles que d'autres pays produisent plus facilement que nous, afin d'appliquer toute notre énergie à fabriquer ceux que nous sommes en meilleur état de fabriquer, la position serait toute naturelle, mais le fait est qu'aujourd'hui nous importons de l'étranger non pas pour nous aider à produire, mais précisément pour nous empêcher de produire nous-mêmes. Nous

n'importons pas pour ménager nos forces; nous importons pour les paralyser. Tandis que nous allons acheter le travail des étrangers, nous laissons nos propres travailleurs dans le désœuvrement. Pour chaque piastre que nous envoyons à l'étranger nous perdons une autre piastre dans le pays en forçant l'ouvrier qui aurait pu fabriquer ce même produit à rester inactif tandis que le produit de cette piastre exportée est lui-même anéanti par le consommateur inactif, qui ne peut produire mais qui doit manger tout de même.

Nous n'osons pas croire que les libéraux comprennent la portée de leurs doctrines; car ils seraient alors coupables d'un crime épouvantable.

## VI.—TEMOIGNAGE DES LIBÉRAUX EN FAVEUR DE LA PROTECTION.

Avant que les libéraux fussent sous le coup du fouet de M. MacKenzie, ils comprenaient ces choses comme nous. On les a vus même réclamer la protection à grands cris dans un temps où elle était mille fois moins nécessaire qu'aujourd'hui. Lorsqu'ils disaient partout: " On ne protège pas assez l'industrie nationale", notre province était dans une ère de prospérité incomparable. Partout s'élevaient de nouvelles manufactures qui ne craignaient pas alors la concurrence américaine. Alors nos voisins souffraient encore des conséquences de la guerre; le prix de la main-d'œuvre était très élevé et leurs manufactures ne pouvaient pas lutter ici avec avantage contre les nôtres. Cependant, c'est ce mo-

ment que le parti libéral avait choisi pour demander la protection!

Aujourd'hui que les manufacturiers américains ont résolu de profiter de la différence des tarifs pour écraser nos manufactures; maintenant que les Américains, pour réaliser leur projet, vendent meilleur marché ici que chez eux, les rouges se convertissent au libre-échange..... Quel parti! Et l'on appelle cela des hommes politiques, voire même des hommes d'état! Nous ayons souvent affirmé que le parti national avait abandonné le premier article de son programme, il a nié la chose. Nous sommes en mesure de le prouver par le témoignage de leur chef, M. Joly. En 1876, le premier ministre actuel fut prié par un comité de la Cham-

bre des Communes de faire connaître ses vues sur la protection. M. Joly se rendant au désir du comité, accompagnait son travail de la lettre qui suit :

Québec, 24 Mars, 1876.

G. T. Orton, Président du comité,  
*Mon cher Docteur,*

Je n'ai reçu qu'aujourd'hui une copie imprimée des questions de votre comité, aux travaux duquel je m'intéresse vivement, et je m'empresse de vous transmettre mes réponses. Je crains qu'elles vous paraissent longues, mais je dois dire que j'éprouve quelque satisfaction à exprimer mes vues sur le sujet, quelque soit leur poids.

*C'est une espèce de protêt contre l'accusation d'inconséquence qui a été lancée à mon adresse pendant la présente session dans la Chambre des Communes et dans la presse, d'avoir abandonné le principal article du programme de notre parti national. Nous demandons pardessus tout, une politique nationale commerciale. Mes amis ayant été pris à partie, parcequ'ils l'ont abandonné, j'ai été choisi comme chef du parti national, mais je n'ai pas abandonné, moi, cet article.*

Si j'ai bonne mémoire, vous m'avez aidé en 1873 à obtenir l'exemption de droits pour la manufacture de sucre de betterave, et j'espère que vous approuverez mes vues sur la présente question.

J'ai l'honneur, etc.,

H. G. JOLY.

Voici maintenant quelques réponses de M. Joly aux questions posées par le comité des intérêts agricoles à ceux qu'il consultait sur la situation du pays. Nous engageons les libéraux à méditer ces opinions de leur chef.

Question.—Est-il de l'intérêt du Canada que nous continuions à recevoir sans droits les produits américains pendant que les produits canadiens exportés au-delà des lignes paient une taxe si élevée ?

Réponse.—Non, ce n'est pas dans l'intérêt du pays. Je pense que nous ne devons rien admettre en franchise, si ce n'est la matière première requise pour nos manufactures.

Q.—Quel effet a l'admission en franchise du blé d'Inde sur le prix de tous les grains (excepté le blé) dans la partie du pays que vous habitez ?

R.—Cela nous affecte peu, parce que malheureusement nous ne produisons qu'un peu plus que ce qui nous est nécessaire, mais il me semble que partout où le cultivateur produit ce qui est nécessaire à son usage, il doit souffrir de la compétition. Il est vrai que les acheteurs parmi lesquels les manufacturiers et les ouvriers devaient figurer dans une large proportion, peuvent acheter à un peu meilleur marché, mais comme conséquence naturelle, ils devront vendre leurs marchandises à meilleur marché aux cultivateurs, dont les moyens d'acheter ont diminué. Ce n'est pas en diminuant le prix de tout que nous arriverons à la richesse nationale. Plus nous payons, le mieux pour nous, pourvu que nos moyens de payer augmentent avec les prix. *Demandez à un ouvrier ce qu'il préfère des deux choses, la farine à \$4.50 par quart et pas d'ouvrage, ou la farine à \$6 et beaucoup d'ouvrage ?* L'agriculture et l'industrie sont chose excellente lorsqu'elles vont de pair ; c'est une voiture tirée par deux bons chevaux. Divisez-les et vous avez une voiture à un cheval, ou plutôt deux qui ne feront rien de comparable à l'ouvrage de la voiture à deux chevaux.

Maintenant, écoutez ce que dit M. Joly du tabac canadien :

Quant à ce qui concerne le tabac, la taxe sur le tabac canadien ne donne qu'un faible revenu, tandis qu'elle en gêne la culture. Elle devrait être abolie et la taxe sur le tabac étranger augmentée. Nous pouvons produire d'excellents tabac en Canada. Je ne vois pas pourquoi il serait inférieur à celui du Connecticut ou du Kentucky. Ce qu'il nous faut, c'est de l'expérience qui ne peut être acquise que par la pratique et personne ne cultivera beaucoup de tabac avec la taxe actuelle.

Q.—Pensez-vous que l'admission sur les marchés canadiens des bêtes à cornes, chevaux et moutons avec un droit de 10 par 100, tandis que les Etats-Unis imposent un droit de 20 p. 150 sur ces animaux exportés du Canada chez eux, nuise aux cul-

ivate  
vous  
des E  
R.-

M  
char  
iném

Le  
roug  
nalis  
ait c  
Beau  
prote  
mier  
chur

Le go  
partai  
factur

ne sc  
David  
d'éner  
lé con

qui sc  
MM.  
avaie  
voté p  
tion, s  
Comm

qui, à  
leurs  
main  
Cito

Nous  
que la c  
pour eff  
nous ren  
pendant  
nir un tr  
Canadien

d'émigre  
consomm  
mandé p  
la ferme.

Il rest  
10. En  
articles d  
partisans  
tez d'aut

mission en franchise  
de tous les grains  
à partir du pays quo

to peu, parce que  
ne produisons  
qui nous est néces-  
e que partout où le  
est nécessaire à  
r de la compéti-  
eurs parmi lesquels  
les ouvriers de-  
large proportion,  
le meilleur marché,  
naturelle, ils de-  
chandises à meil-  
vateurs, dont les  
minués. Ce n'est  
de tout que nous  
nationale. Plus  
ir nous, pourvu  
augmentent avec  
augment ce qu'il  
prime à \$4.50 par  
la farine à \$6 et  
riculture et l'in-  
excellente lors-  
est une voiture  
ux. Divisez-les  
à un cheval, ou  
en de compa-  
ure à deux che-

ce que dit  
lien :

e le tabac, la  
e donne qu'un  
e en gêne la  
olie et la taxe  
entée. Nous  
entés le sac en  
quoil il serait  
ficuit ou du  
aut, c'est du  
acquise que  
ne cultivera  
a taxe ac-  
mission sur les  
cornes, che-  
it de 10 par  
s imposent  
nimaux ex-  
se aux cul-

tivateurs canadiens, et recommanderiez-  
vous d'imposer un droit semblable à celui  
des Etats-Unis ?

R.—Oui.

MM. Laurier, Prévost, Jetté, Ri-  
chard, etc., ont parlé jadis dans le  
même sens que M. Joly.

Les deux principaux journalistes  
rouges de l'époque, les seuls jour-  
nalistes sérieux que le parti libéral  
ait compté dans ses rangs, MM.  
Beausoleil et David, étaient des  
protectionnistes avancés. Le pre-  
mier n'a-t-il pas dit dans sa bro-  
chure : *Reforme du tarif canadien.*  
*Le gouvernement doit prohiber l'im-  
portation de tous les objets de manu-  
factures étrangères qui pourront être  
fabriqués dans le pays.* Jamais nous  
ne sommes allés aussi loin. M.  
David s'est exprimé avec non moins  
d'énergie : Leurs orateurs ont par-  
lé comme eux, et voilà les hommes  
qui sont devenus libre-échangistes.  
MM. Jetté, Devlin, Charlton, qui  
avaient, les années précédentes,  
voté pour nous donner la protec-  
tion, se sont démentis cette année.  
Comment compter sur des hommes  
qui, à la voix d'un chef, sacrifient  
leurs principes du jour au lende-  
main ?

Citons quelques extraits du tra-  
vail de M. Beausoleil :

Nous croyons avoir suffisamment établi  
que la création d'une forte industrie aurait  
pour effet d'augmenter la production et de  
nous rendre jusqu'à un certain point indé-  
pendants des peuples étrangers ; de four-  
nir un travail rémunérateur à une foule de  
Canadiens qui resteraient au pays au lieu  
d'émigrer, d'augmenter en conséquence la  
consommation et, en créant une forte de-  
mande pour tous les produits du sol et de  
la ferme, de leur donner plus de valeur.

Il reste à répondre aux objections,

1o. En imposant des droits élevés sur les  
articles de fabrication étrangère, disent les  
partisans du libre-échange, vous augmen-  
tez d'autant leur valeur. Dès que des ma-

nufactures seront établies, elles auront le  
monopole du marché et ne manqueront pas  
de maintenir les prix au point le plus élevé,  
n'ayant à redouter aucune concurrence ex-  
térieure.

Ce raisonnement est vrai en partie et  
faux sous les autres rapports.

Si, en parlant d'un tarif protecteur, il  
était question de frapper de droits élevés tous  
les articles de provenance étrangère, sans  
aucune distinction entre ceux que le Cana-  
da peut produire et ceux qui ne sont pos-  
sibles que sous d'autres climats, il est cer-  
tain que le prix de ces derniers augmente-  
rait de tout le montant du droit de douane.

Mais personne ne songe à rien de pareil ;  
partout la distinction est rigoureusement  
maintenue. Et dans ce cas, les principes  
et les faits sont d'accord pour contredire  
les adversaires de la protection.

Il n'y a qu'à considérer pour un moment  
les avantages de la protection indigène sur  
l'importation, pour s'en convaincre.

L'acheteur de marchandises importées  
doit réfléchir qu'il paie le fret, l'assurance,  
la commission, les frais de voyage et d'em-  
ballage, en outre du droit de douane. Ce-  
la forme certainement une proportion très  
élevée dans le prix des objets.

La marchandise indigène n'est soumise  
à aucune de ces charges onéreuses, et quand  
bien même les frais de revient seraient plus  
élevés, la compensation s'établirait toute  
seule.

Cette supériorité naturelle est fortifiée  
par la concurrence, mère féconde du bon  
marché.

Dès que l'industrie manufacturière de-  
vient profitable et assurée, les capitaux s'y  
engagent avec énergie sur tous les points  
d'un pays. Une émulation salutaire règne  
entre les fabricants, et c'est à qui donnerait  
le meilleur article au plus bas prix.

Ceci n'est pas une théorie de fantaisie.  
Elle est appuyée sur des faits.

Avant que les chaussures importées fus-  
sent frappées d'un droit de 15 p. 100 *ad va-  
lorem*, le marché canadien, était sous le  
contrôle des fabricants américains, qui en  
étaient devenus les seuls fournisseurs. Avec  
la protection, les choses changèrent de fa-  
ce. Des manufactures s'élevèrent rapide-  
ment à Montréal, à Québec et d'autres par-  
ties du pays. Aujourd'hui, l'importation  
est insignifiante, mais des milliers de fa-  
milles trouvent une occupation lucrative

et honorable, tandis qu'en aucun pays du monde on peut se chauffer à si bas prix. Voilà des faits qu'un sophisme ne pourra détruire et qui démontreront clairement ce que vaut la protection.

Ce n'est pas le seul avantage que le pays a retiré de cette taxe. L'industrie de la préparation du cuir pris des développements proportionnés à l'importance qu'obtenait la fabrication des chaussures.

Des tanneries considérables ont été érigées. Elles donnent de l'ouvrage à de nombreux ouvriers, tandis que la nécessité de construire des usines, d'habiller, de nourrir et d'abriter cette population, fournit du travail au maçon, au charpentier, au tailleur, à l'ingénieur et augmente la demande des produits agricoles. (Réforme du tarif Canadien.)

Voilà des choses que l'on regardait jadis comme si belles chez les

rouges, qu'on a pris la peine d'en faire un livre. Aujourd'hui, M. Beausoleil ne parle plus de protection, pas plus que M. David. Ils ont été protégés eux mêmes à raison, l'un, de \$8,000, et l'autre de \$2,000 par année, et cela leur suffit. MM. Jetté et Prévost ne préchent pas non plus la protection de nos industries, depuis qu'ils s'attendent l'un et l'autre à être protégés par des places de juges et des salaires de cinq mille piastres. Après cela, que l'industrie agricole et l'industrie manufacturière s'arrangent. "Quand le roi Auguste, avait bu, ses courtisans disaient que la Pologne devait être ivre."

## VII.—LA PROTECTION N'AUGMENTE PAS LES PRIX.

C'est maintenant aux électeurs à décider si nous ne devons pas avoir la protection en passant sur le corps d'un gouvernement qui nous trahit de la sorte.

Mais, dit-on, pour avoir la protection, il faut élever les droits et en élevant les droits on forcera le peuple à payer plus cher.

Entendons-nous bien. Peut-on dire qu'on paie plus cher à une personne, quand cette personne n'exige que le même montant. Or le gouvernement veut avoir \$12,000,000 pour les douanes comme avant et rien de plus et chose remarquable, ce qui crée l'avantage sur le système d'aujourd'hui, c'est qu'il collectera ce montant sur les gens riches, parce que ce sera les articles de luxe seulement qui seront importés. Les objets ordinaires qui servent aujourd'hui à la masse du peuple seront imposés, c'est vrai; mais ils sont taxés précisément pour qu'ils ne viennent pas dans le pays. Prenons le coton par

exemple. Supposez qu'on le paie aujourd'hui 10 centins la verge. On en fait venir de l'Angleterre et des Etats-Unis pour SEPT MILLIONS de piastres. Comme nous pouvons fabriquer ce coton dans le pays, nous imposons une nouvelle taxe de 15 $\frac{1}{2}$  par 100 c'est-à-dire un centin et demi par verge. Cela ne veut pas dire que les fabricants du Canada le vendront 11 $\frac{1}{2}$  centins la verge. Aujourd'hui, ils sont écrasés par les Américains et les Anglais qui lorsqu'ils ont un surplus d'articles, l'envoient en Canada. Quand les étrangers auront un centin et demi par verge, à ajouter, ils ne pourront plus faire opposition à nos fabricants. Si nos fabricants canadiens commettaient la folie d'élever le prix de leur coton à 11 $\frac{1}{2}$ , ils perdraient du coup la protection qu'on leur donne puisqu'alors les étrangers pourraient revenir vendre leurs produits au même prix qu'eux. La protection est un mur qu'on ferait

is la peine d'en  
aujourd'hui, M.  
plus de protec-  
M. David. Ils  
mêmes à raison,  
l'autre de \$2,000  
leur suffit. MM.  
préchant pas  
de nos in-  
ils s'attendent  
e protégés par  
et des salaires  
es. Après ce-  
agricole et l'in-  
rière s'arran-  
Auguste, avait  
saient que la  
vre."

### S PRIX.

qu'on le paie  
ns la verge.  
Angleterre et  
EPT MILLIONS  
ous pouvons  
ns le pays,  
ouvelle taxe  
lire un cen-  
Cela ne veut  
ants du Ca-  
centins la  
s sont écri-  
et les An-  
un surplus  
n Canada.  
auront un  
se à ajou-  
plus faire  
ants. Si  
ns com-  
r le prix  
perdraient  
on leur  
étrangers  
re leurs  
eux. La  
on ferait

dans un étang pour tenir une partie des eaux plus basse qu'une autre ; si par un moyen quelconque on faisait monter l'eau dans la partie basse, le mur ne servirait à rien du tout et les eaux finiraient par se rejoindre par dessus.

Les fabricants canadiens seront donc obligés de tenir leur coton aux anciens prix et c'est tout ce qu'il leur faut. Ce n'est pas tant le prix qu'ils peuvent avoir qui les occupe que la quantité qu'ils peuvent vendre. Quand ils sauront qu'ils peuvent fabriquer du coton pour sept millions de piastres de plus, ils prendront des mesures en conséquence, car on sait, que plus on fabrique un article en quantité, moins cet article coûte cher.

A-t-on remarqué une chose ? Quand vous achetez du coton américain, vous rendez-vous compte que vous payez, à part le coton même, le transport qu'il a coûté, la douane, les assurances. Cela fait peut-être 2½ centins que vous ajoutez au prix réel du coton. Si vous payez le coton 10 centins, la manufacture américaine, elle, ne l'a vendu que 7½ centins ; le restant s'est perdu en frais. Mais puisqu'on peut fabriquer pour 7½ centins le coton que vous payez 10 centins, il y a donc une chance que les fabricants canadiens puissent aussi le fabriquer au même prix. Qu'est-ce qui s'y oppose ? Pour un long trajet comme de la Nouvelle Orléans à Montréal, il n'y a pas de différence pour le fret d'une balle de coton avec les villes du Massachusetts. Il est de fait que par le Mississippi et les lacs ou par Chicago en chemin de fer, Montréal est plus favorisé que les Etats de la Nouvelle-Angleterre. Nous pou-

même prix, la machinerie au même prix, les bâtisses au même prix, la main-d'œuvre au même prix. Nous pouvons donc faire comme eux. Tout ce qu'il nous faut, c'est qu'ils ne nous écrasent pas pour partir. Commençons par les ôter de notre chemin. Alors nos fabriques prendront de la force. Nos ouvriers deviendront plus habiles ; et une fois ces fabriques aussi riches que celles des Etats-Unis, elles pourront fabriquer comme elle à 7½ centins. Et comme il n'y aura pas dans leur cas de fret, d'assurance et de douane à payer, le prix de 7½ centins sera bien le prix du marché. La protection aura fait la fortune du fabricant et épargné 2½ par verge à l'acheteur. Voilà comment la protection fait l'affaire des deux. Et la chose s'explique. Le fabricant et l'acheteur se divisent les triples profits que faisaient l'étranger, les douanes et les chemins de fer.

Mais, dira-t-on, qui vous assure que le fabricant baissera ses prix comme vous le dites ? Qu'est-ce qui le forcera à en agir ainsi ? Nous répondrons : la concurrence. Il n'y a pas qu'une fabrique de coton dans le pays, et quand il y aura sept millions de plus au jeu, il s'en élèvera bien d'autres. Quand a-t-on vu des établissements, dont tout le profit consiste dans le grand débit, se coaliser pour tenir les prix élevés ? La chose est impossible pour le commerce comme pour toute autre chose. Dans les professions, dans la navigation, dans l'industrie, dans les affaires, si quelqu'un a l'ambition de vouloir réaliser au delà d'un légitime profit, on voit immédiatement surgir une opposition, car tout le monde pourra construire des manufactu-

res. Si nos manufactures viennent assez fortes pour faire un bon profit en vendant du coton à 7½ centins, elles le feront infailliblement par la force des choses. Nos assertions sont parfaitement justifiées par l'expérience.

Aux Etats-Unis, on commença à protéger les fabriques de coton en 1816, par un droit de 25 p. 100. Voici la marche des prix qui suivirent :

1816.....	30 centins la verge.
1819.....	21 " "
1820.....	13 " "
1829.....	8½ " "
1843.....	6½ " "

En 1824, le Congrès protégea davantage les indiennes. Voici les prix qui suivirent :

1825.....	23 centins la verge.
1830.....	16 " "
1835.....	15 " "
1840.....	12 " "
1845.....	10 " "
1850.....	9 " "
1855.....	9 " "

Voici différents autres articles dont nous avons pu nous procurer les prix :

	Etablis en 1823	Au prix de 15½ cts	Prix en 1860	De
Drills.....	1823	15½ cts	1860	6½
Mousseline de laine..	1834	40	1864	20
Braids.....	1861	75	1870	60
Couvertures.	1842	12	1870	5.00
Flanelles... 1835	20	1855	14	
Fer.....	1842	\$28	1853	droit aboli, \$34
Fer américain en barre par tonne.....		\$85		\$70
Tredgar.....		90		81
Acier.....		115		95
Haches.....		18		11
Fontes.....		4 cts.		3c.
Fer à repasser.....		7 cts.		5½
Enclumes.....		12½ cts.		9c.
Clous.....		5 cts.		3½
Sel p. sac.....	1.90			1.60
Shirthing p. verge... 61				4½
Indiennes do .... 28				15c.

Voici une comparaison avec les prix actuels :

	1857.	1875.
Indiennes, la verge.....	\$1 12½	\$1 08
Delaines ".....	25	15
Alpaca commun, verge... 70		30
Alpaca, meilleure qualité, la verge.....	1 00	45
Alpaca, première qualité, la verge.....	1 25	73
Etoffe de laine, première qualité, la verge.....	1 50	1 20
Châles, chacun.....	12 00	8 00
Indienne commune, la verge.....	.08	04½
Coton imprimé, la lbs... 15		13
Soie en bobine, 100 verges, par doz.....	1 25	1 00
Soie en échevaux, par once.....	7 50	7 00
Gilet de laine tricoté.... 1 25		50
Caleçons " ".....	1 25	50

D'après la théorie libérale, que la protection augmente les prix, comment se fait-il alors que le fer soit à meilleur marché aux Etats-Unis qu'en Angleterre; bien que dans le premier de ces pays le fer en gueuse soit frappé d'un impôt de \$7, les rails de fer de \$14, et celles d'acier de \$25? Et les cotons? Les Américains les frappent d'un droit de 40 p. 100, tandis que l'Angleterre les reçoit en franchise, cependant les prix sont plus bas chez nos voisins qu'en Angleterre. Qu'on nous explique ces anomalies.

La protection fait si peu hausser les prix que lorsque la France imposa des droits pour encourager la manufacture du sucre, la concurrence intérieure fit tomber les prix à 5 centins par livre. Avant cela, jamais le sucre n'avait été vendu moins cher que 12 centins.

Maintenant en supposant que la protection fit réellement élever les prix, il ne faudrait pas perdre de vue une grande vérité parfaite-

m  
co  
so  
en  
do  
de  
ga  
plu  
he  
uo  
vin  
à P  
cou  
che  
nal  
gag  
men  
jour  
tion  
jour  
\$1.4  
lant  
men  
droit  
11½  
tera  
tins,  
son t  
tation  
core  
achat  
rier s  
anra  
somm  
sera, a  
Vous  
pour  
car to  
Si le c  
ture v  
de l'ar  
Voic  
dévelo  
sur ces  
.....  
" Il er  
les arts e  
ché d'inc  
égalemen  
fait prosp

raison avec les

1857.	1875.
\$1 12½	\$1 08
23	15
70	30
1 00	45
1 25	73
1 50	1 20
12 00	8 00
03	04½
15	13
1 25	1 00
7 50	7 00
1 25	50
1 25	50

libérale, que  
te les prix,  
s que le fer  
aux États-  
; bien que  
pays le fer  
l'un impôt  
de \$14, et  
Et les co-  
s frappent  
andis que  
n franchi-  
t plus bas  
ngleterre.  
s anoma-  
u hausser  
ance im-  
urager la  
concur  
ber les  
Avant  
avait été  
centins.  
t que la  
élever les  
rdre de  
parfaite-

ment établi. Prenons toujours le  
coton comme point de comparai-  
son. Voici un ouvrier qui veut  
en acheter 8 verges. Il devra donc  
donner en paiement une journée  
de son travail; car l'ouvrier ne  
gagne pas maintenant en moyenne  
plus de 80 centins par jour, ou 10  
heures à 8 centins de l'heure. Si  
nous avions la protection; si les  
vingt millions que nous envoyons  
à l'étranger restaient dans le pays,  
comme il y a à peu près 200,000  
chefs de famille ouvriers ou jour-  
naliers dans le pays, la chance de  
gagner pour chacun serait aug-  
mentée de \$200 ou 60 centins par  
jour de plus. En sorte que propor-  
tion gardée l'ouvrier qui gagne au-  
jourd'hui 80 centins gagnerait  
\$1.40. Supposez que le coton val-  
ait aujourd'hui 10 centins augmen-  
te de toute l'augmentation du  
droit, c'est-à-dire qu'il se vende  
11½ centins. L'ouvrier qui en achè-  
tera 8 verges ne paiera que 92 cen-  
tins, c'est-à-dire à peu près 6½ de  
son temps. Même avec l'augmen-  
tation du prix du coton, il aura en-  
core gagné 48 centins sur son  
achat. Tandis que le manufactu-  
rier sera plus riche du profit qu'il  
aura fait sur cette vente, le con-  
sommateur, c'est-à-dire l'ouvrier,  
sera ainsi plus riche de 48 centins.  
Vous pouvez faire le même calcul  
pour chaque classe de la société  
car tout s'enchaîne et s'entraide.  
Si le commerce va bien l'agricul-  
ture va bien et si le peuple gagne  
de l'argent le commerce va bien.  
Voici comment cette vérité est  
développée par un grand auteur  
sur ces matières, J. B. Say.

« Il en est de même des récoltes faites par  
les arts et le commerce. Quand une bran-  
che d'industrie souffre, d'autres souffrent  
également. Une industrie qui fructifie, en  
fait prospérer d'autres.

.....  
« La première conséquence que l'on peut  
tirer de cette importante vérité, c'est que,  
dans tout Etat, plus les producteurs sont  
nombreux et les productions multipliées, et  
plus les débouchés sont faciles, variés et  
vastes. Dans les lieux qui produisent  
beaucoup se crée la substance avec laquel-  
le seule on achète: je veux dire la valeur.

.....  
« Chacun est intéressé à la prospérité de  
tous et la prospérité d'un genre d'industrie  
est favorable à la prospérité de tous les au-  
tres. En effet, quelle que soit l'industrie  
qu'on cultive, le talent qu'on exerce, on en  
trouve d'autant mieux l'emploi et l'on en  
tire un profit d'autant meilleur qu'on est  
plus entouré de gens qui gagnent eux-  
mêmes. Un homme de talent, que vous  
voyez tristement végéter dans un pays qui  
décline, trouverait mille emplois de ses fa-  
cultés dans un pays productif, où l'on pour-  
rait employer et payer sa capacité.

.....  
« Telle est la source des profits que les  
gens des villes font sur les gens des cam-  
pagnes et que ceux-ci font sur les pre-  
miers. Les uns et les autres ont d'autant  
plus de quoi acheter qu'ils produisent d'a-  
vantage. Une ville entourée de campagnes  
productives y trouve de nombreux et riches  
acheteurs, et dans le voisinage d'une ville  
manufacturière, les produits de la campa-  
gne se vendent mieux. C'est par une dis-  
tinction futile qu'on classe les nations, en  
nations agricoles, manufacturières ou com-  
merçantes. Si une nation réussit dans l'a-  
griculture, c'est une raison pour que son  
commerce et ses manufactures prospèrent.  
Si ses manufactures et son commerce de-  
viennent florissants, son agriculture s'en  
trouvera mieux.

.....  
« Cela nous montre, dit-il plus loin, ce  
qu'il faudrait faire pour satisfaire beaucoup  
de nos producteurs qui se plaignent de la  
stagnation de nos produits. Il faudrait que  
certaines parties de nos provinces, dont les  
habitants un peu sauvages se contentent  
de produits peu nombreux et imparfaits, de-  
vinssent plus civilisés. On fait avec appa-  
rells de grands traités de paix ou de com-  
merce pour assurer à nos producteurs de  
nouveaux débouchés: eh! qu'on civilise  
une province, et les débouchés s'ouvrent  
d'eux-mêmes (1).

(1) J.-B. Say, Cours d'économie politique,  
vol. I, pages 341 et 350.

### VIII.—LES CULTIVATEURS ET LE LIBRE-ECHANGE.

C'est aux cultivateurs surtout que s'adressent les journaux rouges pour les convertir aux beautés du libre-échange. Ils désespèrent de convertir les autres classes de la société. Ce sont les mêmes habileurs qui leur disaient en 1872, que le pays serait cent fois plus prospère si les produits agricoles et les manufactures étaient protégés, car le nombre des consommateurs à l'aise deviendrait plus considérable et les cultivateurs vendraient leurs produits plus cher, vu que la demande augmenterait. D'un autre côté, si les grains américains étaient frappés de droits à la frontière, le prix de l'orge, du seigle augmenterait, car les brasseurs canadiens ne se serviraient que de grains du pays; l'avoine, les pois auraient plus de valeur ainsi que tous les autres produits de la ferme.

Voilà ce que les rouges travaillent à réfuter, cela même qu'ils chantaient partout et sur tous les tons autrefois. Par malheur pour eux, ce qu'ils disaient en 1872 a beaucoup plus de force aujourd'hui que dans ce temps-là. Le cultivateur s'aperçoit que depuis que les manufactures ont jeté des centaines d'ouvriers sur le pavé, les prix de tous les produits agricoles ont diminué.

Que prouvent les faits en face de toutes les déclarations de ces gens qui ont changé de principes pour obéir à M. MacKenzie? Le cultivateur se voit obligé de vendre ses denrées moitié moins cher qu'autrefois; il cherche la cause de cette diminution dans les prix, et la trouve dans les discours des parleurs rouges de 1872. Car

enfin, ils ne peuvent nier ce que nous avançons là. Aussi le *National* se garde bien même de faire allusion à la lettre de M. Joly, aux discours protectionnistes de MM. Laurier, Jetté, Prévost et Richard, aux écrits de MM. David et Beau-solcil.

Il existe à Ontario une immense association de cultivateurs qui étend ses ramifications sur toute la province. Ces cultivateurs sont des gens instruits, éclairés et d'une habileté reconnue. Ils ont trouvé, comme leur confrère de notre province, la cause du mal général, et dans une requête adressée au parlement en 1876, ils disaient ce qui suit :

« Attendu que l'agriculture constitue un intérêt éminent du Canada et que la prospérité de toute la classe de la société dépend des succès du cultivateur, il est désirable de passer des lois qui assurent ce succès.

« Comme agriculteurs pratiques, nous ne pouvons voir qu'avec regret nos marchés inondés de produits américains libres de droits, tandis que les produits canadiens sont lourdement taxés pour entrer aux Etats-Unis.

« Vos requérants demandent respectueusement une protection qui nous assurera le marché national aux producteurs nationaux, ou que les mêmes droits soient imposés sur les produits agricoles importés des pays étrangers et Canada, que ceux qui sont imposés sur nos produits par ces mêmes pays. »

Ce n'est pas la seule requête des cultivateurs d'Ontario. Presque toutes les sociétés d'agriculture ont adressé des requêtes dans le même sens. Dans ce système de protection tout s'enrichit et se sontient : la protection aux manufactures profite surtout aux cultivateurs, car elle donne aux ouvriers les moyens d'acheter, et la

moitié  
vient d  
améric  
sé les  
pour l  
rieux r  
En lisa  
teurs n  
sentir l  
Cette p  
temps  
des Eta  
paigne e

« L'agri  
Pensylv  
quelle tou  
prospère,  
ce, tout le  
sion et les  
Rendez-le  
rera. Et  
prospère,  
chés dans  
manufactu  
et les ouvri  
tion. Le  
désire attir  
est celui-ci  
prix de cent  
tés dans ce  
duit de l'agri  
nous est en  
manufacture

« Cela p  
strictement  
et une enq  
veulent me  
cle de manu  
drap, un ch  
bottes, tout  
ancore, qu'il  
ils découvri  
valeur vient  
té ce fait da  
un haut four  
prix de ch  
étaient payé  
ge, pour leur  
étouffe, leur v  
vétir et nour  
foin, leur ave  
re des chevau  
établissement

« Ce systé

moitié de ce qu'ils peuvent acheter vient de la campagne. Un auteur américain a admirablement exposé les bienfaits de la protection pour l'agriculture. Nous ne saurions résister au plaisir de le citer. En lisant cette page, les cultivateurs ne pourront s'empêcher de sentir la justesse du raisonnement. Cette page a été écrite dans le temps où les hommes clairvoyants des Etats-Unis faisaient une campagne en faveur de la protection :

" L'agriculture, dit M. Stewart de la Pennsylvanie, est la grande base sur laquelle tout repose. Lorsque l'agriculteur prospère, tout prospère ; lorsqu'il s'enfonce, tout le monde, les hommes de profession et les ouvriers descendent avec lui. Rendez-le prospère et tout le pays prospérera. Et comment rendre l'agriculture prospère, si ce n'est en ouvrant des marchés dans le pays ? Ce n'est pas pour les manufactures, mais pour les cultivateurs et les ouvriers que je demande la protection. Le point important sur lequel je désire attirer l'attention des cultivateurs est celui-ci : *C'est que plus de la moitié du prix de cent millions de marchandises importées dans ce pays chaque année, vient du produit de l'agriculture des pays étrangers, qui nous est envoyé après avoir passé par leurs manufactures.*

" Cela peut paraître étrange, mais c'est strictement vrai. Je défie la contradiction et une enquête sur ce point. Que ceux qui veulent me contredire choisissent un article de manufacture étrangère, une verge de drap, un chapeau, un habit, une paire de bottes, tout, depuis une aiguille jusqu'à un ancre, qu'ils en examinent la matière et ils découvriront que les trois-quarts de sa valeur vient de l'agriculture. J'ai constaté ce fait dans mes propres livres tenus, à un haut fourneau, que les trois-quarts du prix de chaque tonneau de fer vendu étaient payés aux cultivateurs du voisinage, pour leurs produits de la ferme, leur étoffe, leur viande, leur farine achetées pour vêtir et nourrir mes employés ; pour leur foin, leur avoine, nécessaires à la nourriture des chevaux employés autour de mon établissement."

" Ce système nuirait-il à l'agricul-

culture ? Voyez les fonderies voisines de Mount-Forest, bâties il y a quelques années. La terre a été achetée à deux piastres de l'acre. Elle en vaut de vingt à cent. Il y a là de l'ouvrage pour quatre ou cinq mille hommes. Le prix élevé des fermes voisines montre ce que cela nous vaut de donner un marché à l'agriculture. Les établissements manufacturiers multiplient la valeur des fermes dans leur voisinage de dix, vingt et cent fois, si ces fermes renferment des minéraux. Que l'on bâtit encore trois ou quatre manufactures en cet endroit, et l'on y verra quatre fois le nombre actuel d'ouvriers et une demande de produits agricoles dans la même proportion.

" *Aucun intérêt américain ne profite autant de la protection, que l'agriculture.* Pour en montrer l'effet sur l'argent aussi bien que sur l'agriculture, supposez qu'un individu de la Virginie ait besoin d'un paletot, il s'adresse à un importateur anglais et lui paie \$20. Mais moi, je veux aussi un paletot. Je vais chez le manufacturier américain et j'achète pour \$20 de dras. Que fait le manufacturier de mon argent ? Il le donne au cultivateur pour de la laine ; celui-ci le donne au forgeron, et celui-là au cordonnier. Ces deux derniers le rendent au cultivateur en échange de pain et de viande, et c'est ainsi que mes \$20 se répandent et circulent. Vous pouvez les voir changer de mains vingt fois par jour. C'est ce qui a rendu l'argent abondant. Mais que sont devenues les \$20 données au marchand anglais ? Elles sont disparues du pays. Elles sont allées enrichir les producteurs de laine, les cultivateurs, les cordonniers de l'Europe.

" Pour conclure, citons un fait. En Angleterre, la terre, à cause de la proximité des manufactures, vaut \$241 l'acre. Aux Etats-Unis, (avant l'établissement des manufactures sur une grande échelle), elle valait en moyenne \$4 l'acre."

Nous livrons ce travail aux méditations des cultivateurs, et nous sommes certain qu'ils en viendront aux mêmes conclusions que leurs confrères des Etats-Unis et d'Ontario, s'ils n'y sont pas déjà arrivés.

### IX.—LA PROTECTION A SAUVÉ LES ETATS-UNIS.

Les libéraux, incapables de raisonner, s'attachent tout simplement à un fait dont ils faussent la portée. De ce temps ci, le *National* accumule des citations pour prouver que les Etats Unis sont en banqueroute. Le seraient-ils que cela ne prouverait rien contre la protection. Qui sait s'ils ne seraient pas cent fois pis avec le libre échange.

Si les Etats-Unis traversent une crise terrible, il faut savoir où en fixer la cause. Ne perdons jamais de vue le tableau suivant de la dette des Etats-Unis :

Année.	Dette.	Augmentation.	Diminution.
1862	\$ 514,211,372		
1866	2,783,425,879	\$2,169,214,507	
1876	2,176,947,768		\$606,478,121

Si les Etats-Unis n'avaient pas eu cette dette fabuleuse à éteindre, ils se trouveraient aujourd'hui l'un des pays les plus riches, car voici le bilan de leur commerce :

	Import.	Export.
1872.....	\$ 572,510,304	\$ 561,808,381
1873.....	642,036,539	626,595,077
1874.....	567,406,342	566,283,040
1875.....	533,004,526	545,069,027
1876.....	460,640,190	525,582,247
1877.....	451,307,549	589,669,490
	\$3,226,899,456	\$3,435,007,262
		\$3,226,899,456

Surplus du numéraire amené aux E.-U....

**\$208,107,812**

Dans l'état normal, ce résultat serait magnifique et l'accumulation de capitaux se ferait aussi vite aux Etats-Unis qu'elle se produisait autrefois en Angleterre. Nous voyons ici le résultat de la protection. Mais comme pendant à cela il y a un autre tableau que voici :

	Import. d'or aux E.-U.	Export. d'or des E.-U.
1872.....	\$ 13,743,689	\$ 79,877,534
1873.....	21,480,937	84,608,374
1874.....	28,154,906	66,636,405
1875.....	20,894,217	92,132,142
1876.....	15,936,681	56,506,302
1877.....	40,774,414	43,135,738
Total...	\$141,284,866	\$422,890,695
		141,284,866

Balance contre les Etats-Unis \$281,605,829

Ainsi non seulement les Etats-Unis ne touchent pas les \$208,000,000 qu'ils avaient droit d'avoir par le surplus de leurs exportations ; mais ils sont encore obligés d'envoyer, en sus, la somme de \$281,605,829

Mais ce n'est pas tout. Il y a d'autres obligations que les Etats-Unis ont contractées à l'étranger en vue de capitaux qui devaient leur venir, mais qui ne sont pas venus. L'Angleterre les a gardés en guise d'intérêt dus sur anciens prêts.

La liste des emprunts américains en Angleterre de 1872 à 1877 est longue. La voici :

Arka  
Bosto  
Fall P  
Mass  
New-  
Provl  
St. Lo  
Etats-  
Wash  
Alban  
Allega  
Arkan  
Atlan  
Baltim  
Baltim  
Burlin  
Centra  
Centra  
Chicago  
Chicago  
Chicago  
Clevela  
Illinois  
Illinois  
Iowa P  
Milwau  
Missour  
New-Yo  
Norther  
Norther  
Oregon  
Pensylvi  
Philadel  
Pittsbu  
Pittsbu  
St. Louis  
South &  
Union P  
United N  
Grand  
Produit  
Voici  
mes le t  
dans l'es  
tats-Uni  
l'Anglet  
les intér  
Payé par  
tion don  
ré le mo  
Do en or  
Payé par  
prunts de  
retraité les  
Total de p  
tranger

	1872	1873	1874	1875	1876
Arkansas.....	\$ 500,000				
Boston.....	2,000,000	5,000,000	.....	.....	.....
Fall River.....	7,000,000	.....	.....	.....	.....
Massachusetts.....	.....	618,000	620,000	.....	.....
New-York (ville).....	75,000,000	.....	.....	1,540,000	1,300,000
Providence (do).....	.....	.....	.....	7,800,000	.....
St. Louis (do).....	.....	.....	.....	1,437,500	.....
Etats-Unis.....	.....	.....	3,811,000	.....	.....
Washington (ville).....	4,000,000	.....	.....	.....	2,500,000
<b>CHEMINS DE FER</b>					
Albany & Susquehanna.....	.....	.....	.....	.....	.....
Alegany Valley.....	9,000,000	.....	.....	.....	1,000,000
Arkansas Central.....	1,000,000	.....	.....	.....	.....
Atlantic & Great Western.....	5,537,000	3,568,000	10,000,000	3,800,000	.....
Baltimore & Ohio.....	10,000,000	.....	.....	.....	.....
Baltimore & Potomac.....	7,500,000	.....	.....	.....	.....
Burlington & Minnesota.....	3,500,000	.....	.....	.....	.....
Central Pacific.....	2,200,000	.....	.....	.....	.....
Central Co. New Jer.....	.....	2,000,000	.....	.....	.....
Chicago & Alton.....	.....	.....	.....	.....	.....
Chicago & North Western.....	.....	4,500,000	.....	13,000,000	.....
Chicago & Taducap.....	.....	.....	2,500,000	.....	.....
Cleveland, Columbus, Erie.....	.....	578,000	.....	.....	.....
Illinois & St. Louis.....	12,000,000	10,000,000	2,500,000	.....	.....
Illinois Central.....	.....	2,000,000	.....	.....	.....
Iowa Pacific.....	.....	.....	4,500,000	1,000,000	.....
Milwaukee & St. Paul.....	.....	.....	2,700,000	.....	.....
Missouri, Kansas.....	4,000,000	.....	.....	.....	.....
New-York & Canada.....	.....	.....	.....	10,000,000	.....
Northern Central.....	.....	.....	4,000,000	.....	.....
Northern Pacific.....	.....	.....	2,000,000	1,000,000	.....
Oregon & California.....	20,000,000	.....	.....	.....	.....
Pennsylvania R. R. Co.....	10,950,000	.....	.....	.....	.....
Philadelphia & Reading.....	.....	5,000,000	.....	.....	.....
Pittsburgh & Connesville.....	.....	10,000,000	.....	3,000,000	.....
Pittsburgh, Fort Wayne.....	.....	.....	.....	.....	20,000,000
St. Louis tunnel.....	.....	.....	1,000,000	.....	6,500,000
South & North Alabama.....	.....	.....	1,200,000	.....	.....
Union Pacific.....	.....	5,500,000	.....	.....	.....
United New Jersey.....	.....	5,000,000	14,250,000	.....	.....
	\$101,450,000	53,763,000	49,087,000	42,575,500	53,500,000

Grand total, y compris moyenne pour 1817..... \$351,375 500  
 Produit réel de ces débetures à 60 p. 100..... \$210,825,300

Voici maintenant en d'autres termes le tableau des paiements que dans l'espace de six années les Etats-Unis ont été obligés de faire à l'Angleterre seulement pour régler les intérêts :

Payé par surplus d'exportation dont ils n'ont pas retiré le montant..... \$208,107,812  
 De en or..... 281,605,829  
 Payé par produits d'emprunts dont ils n'ont pas retiré les montants..... 210,895,300  
 Total de paiements à l'étranger..... \$700,538,941

Cela donne une moyenne d'obligations en dehors de leur commerce de \$116,756,490 par année pour payer l'intérêt ou l'amortissement sur les montants suivants :

Dettes fédérales..... \$2,176,947,758  
 Dette des Etats-Unis..... 352,887,000  
 Dette des villes et comtés..... 515,811,000  
 Dette des chemins de fer..... 2,750,000,000  
 Autres entreprises..... 500,000,000  
 Total portant intérêt..... \$6,135,625,758  
 Les  $\frac{2}{3}$  placés à l'étranger.... \$4,090,417,200  
 Moyenne d'intérêt 3 p. 10. . \$ 122,712,516

Ce montant coïncide avec la moyenne de \$116,000,000 que nous venons d'établir.

Ce n'est pas tout. Si la nécessité de faire face à ces obligations extérieures épuise les Etats Unis, la balance des obligations intérieures que lui impose cette dette, d'autant plus improductive qu'au lieu de produire elle s'est gaspillée en poudre et dans un but de destruction, est également onéreuse.

L'état que nous venons de montrer d'un déficit de \$116,000,000 par année, ne représente que l'intérêt à payer sur leurs obligations. Ils ont dû prendre ailleurs les \$600,000,000 dont ils ont réduit le capital en dix années. Pour arriver à ce résultat extraordinaire, ils ont dû multiplier les taxes de toutes sortes. Voici le tableau du revenu provenant de ces taxes :

Taxes fédérales (moyenne) ..	\$350,000,000
Taxes des Etats .....	70,000,000
Taxes des villes .....	240,000,000
	<hr/>
	\$660,000,000

Population .....	40,000,000
Taxe par tête .....	\$16 50

PRODUCTION DES ETATS-UNIS.

Produits de l'agriculture ....	\$2,449,538,000
"    de l'industrie .....	4,000,000,000
"    des mines .....	152,000,000

Total .....	\$6,599,538,000
Taxation annuelle .....	\$660,000,000
Par cent .....	10 p. 100

Comme on le voit tout individu, avant de songer à retirer un sou du capital légitime qu'il a mis dans une affaire devra payer un bonus de 10 p. 100 aux différents coffres publics. Ne soyons pas surpris qu'un grand nombre faillissent à la tâche ; mais la protection n'a rien à faire avec cela.

En résumé, les Etats Unis traversent une crise parcequ'ils ont surtaxé le travail et la production dans le pays pour diminuer leur dette de \$600,000,000 et qu'ils ont dans des circonstances étrangères à la protection et en dehors des opérations de commerce contracté des obligations qui à l'extérieur épuisent leur capital et à l'intérieur paralysent leurs forces. Si la protection ne leur ramenait pas \$34,000,000 par année pour leur aider à payer les intérêts ils seraient d'autant plus en souffrance, et certainement sur le chemin de la banqueroute.

Que l'on cesse donc de dire que la protection a tué les Etats-Unis, quand on sait qu'ils ont à payer les intérêts d'une dette de plus de deux milliards, contractée non pas pour des canaux, des chemins de fer et autres améliorations ; mais pour détruire ce qui existait déjà : vies, propriétés, marchandises, etc.

Maintenant, examinons plus en détail si la protection a été utile ou nuisible aux Etats-Unis. Nous n'avons qu'à répéter un analyse du dernier recensement, contenu dans un travail qui est entre toutes les mains.

Si l'on veut établir une comparaison entre les gages des ouvriers, le confort et la prospérité générale aux Etats-Unis et au Canada, il convient d'étudier certains faits.

La colonisation du Canada a commencé en 1605 ; celle des Etats-Unis en 1607. La population des Etats-Unis est aujourd'hui de 40,000,000 ; celle du Canada, de 4,000,000.

Depuis cinquante ans, le tarif américain le plus bas a été de 20 p. cent, en général. Le nôtre a toujours été un tarif de revenu.

E  
\$2,  
ma  
000  
vrie  
soit  
ouv  
syst  
avie  
000,  
ture  
pay  
000,  
ouv  
res  
Etat  
coup  
que  
Le  
par  
duis  
Co  
prosp  
consi  
man  
qui i  
tendu  
supen  
mille  
tion é  
ficie  
les ca  
la su  
Québé  
rés ;  
est en  
que ce  
1865,  
\$991,0  
de \$1,  
menta  
\$103,0  
de taxe  
proprié  
représe  
dire pl  
dans to  
tème d

En 1870, les Etats-Unis avaient \$2,118,000,000 engagés dans les manufactures, produisant \$4,232,000,000 et payant à 2,223,000 ouvriers, cette année-là, \$800,000,000, soit \$317, en moyenne, à chaque ouvrier. En Canada, avec notre système non protecteur, nous avions, cette même année, \$77,000,000 engagés dans les manufactures, produisant \$221,000,000 et payant à 187,000 ouvriers, \$40,000,000, soit une moyenne de \$217 par ouvrier. Cette moyenne de salaires est d'autant plus en faveur des Etats-Unis qu'ils emploient beaucoup plus de femmes et d'enfants que nous.

Les Etats-Unis produisent \$109 par chaque habitant; nous ne produisons que \$63.

Comparons maintenant notre prospérité à celle d'un Etat qui a considérablement développé ses manufactures, le Massachusetts, qui importe tout son charbon, attendu qu'il n'en produit pas. La superficie de cet Etat est de 7,800 milles carrés; en 1870, sa population était de 1,457,000. La superficie d'Ontario est de 107,000 milles carrés, population, 1,620,000; la superficie de la province de Québec est de 193,000 milles carrés; population, 1,191,000; le sol est en moyenne, beaucoup meilleur que celui du Massachusetts. En 1865, la propriété taxée était de \$991,000,000; en 1874, elle était de \$1,862,000,000, soit une augmentation moyenne annuelle de \$103,000,000. Propriété exempte de taxes, \$55,000,000. En 1874, la propriété cotisée du même Etat, représentait \$1,917,000,000, c'est-à-dire plus que la propriété cotisée dans tout le Canada. Avec le système de protection qui doit ruiner

les Etats-Unis, prétendent quelques écrivains, il a été déposé dans les banques d'épargnes du Massachusetts, à la fin de 1865, \$59,000,000, représentant les économies de la classe ouvrière; à la fin de 1874, ce montant s'était élevé à \$217,000,000; en 1877, à \$244,000,000; soit une augmentation moyenne annuelle de \$14,000,000. Avec notre système non-protecteur, il a été déposé dans les banques d'épargnes de la poste, au Canada, jusqu'au mois de juin 1874, seulement \$7,210,000; jusqu'en juin 1875, \$7,171,000; jusqu'en juin 1876, \$7,044,000, soit une diminution de \$166,000 contre une augmentation au Massachusetts (pendant ces deux années,) de \$25,000,000. En 1876, trois ans après la panique de 1873, les dépôts aux caisses d'économie avaient diminué de \$166,000, et en 1874, de \$127,000; tandis qu'en 1877, il n'y avait pas eu de diminution au Massachusetts, mais une augmentation de \$42,000. En 1876, les banques d'épargne de la poste, dans Ontario, avaient reçu \$5,604,000 et payé \$6,006,000. En résumé nous avons eu \$13,000,000 de dépôts qui diminuent et la Massachusetts \$240,000,000 qui augmentent rapidement. Avec une population deux fois moins nombreuse que la nôtre, ils économisent deux fois plus.

Le lecteur observera combien ces faits corroborent nos premières assertions. En 1877, plus de 2,500,000 ouvriers des Etats-Unis avaient déposé, dans les banques d'épargnes, \$1,377,000,000. Avec la protection, les 80,000 milles de chemins de fer des Etats-Unis ont produit un dividende de 3 cts. 4 mills. par cent sur le capi-

tal social et les emprunts. Les dividendes de 1876 dépassaient de \$3,500,000 ceux de 1872 et de \$11,500,000 ceux de 1871. Avec notre système, aucun chemin de fer canadien n'a jamais payé de dividende ni aux actionnaires ni aux municipalités. Les Etats-Unis ont diminué leur dette publique de \$60,000,000 par année, en moyenne, depuis la guerre civile; la nôtre n'a pas diminué, mais beaucoup augmenté.

Comparons maintenant les opérations commerciales des deux pays. En 1877, les commerçants des Etats Unis étaient au nombre de 652,000 et ceux du Canada comptaient 56,000, soit, pour les deux pays, un commerçant par soixante-dix personnes. En 1877, les faillites aux Etats Unis, ont été au nombre de 8,872, soit une par 73 commerçants; au Canada, elles ont été, la même année, au nombre de 1,892, soit une par 30 commerçants. Cette moyenne existe depuis cinq ans. Les pertes provenant des faillites ont été beaucoup moindres aux Etats-Unis que chez nous. Le lecteur voudra bien juger maintenant si la prospérité des

Etats-Unis n'est pas due à leur invariable détermination de ne rien importer de ce qu'ils peuvent produire ou fabriquer.

Un dernier mot pour prouver que la protection est loin de nuire à l'agriculture. Les états de la Nouvelle-Angleterre sont tous manufacturiers; ceux de l'Ouest sont agricoles. Eh ! bien, l'agriculture au milieu des états manufacturiers, quoique le sol soit de très mauvaise qualité, paie autant que dans les états agricoles, où le terrain est d'une fertilité incomparable. En voici la preuve prise du dernier recensement :

Etats de la Nouvelle-Angleterre.	Popul. Aude- sus de 10 ans.	Valeur des terres	Revenu net.	Revenu par tête	Revenu par 100
Etats de la Nouvelle-Angleterre.	314,610	\$709,942,430	\$337,298,254	\$423	17
Etats de l'Ouest.	2,032,821	5,132,815,999	133,532,782	\$430	17

En Canada l'agriculture ne donne pas \$250 par tête et ne paie pas 10 p. 100.

Au lecteur de tirer les conclusions.

### X.—LA PROTECTION NE SAURAIT NUIRE A NOTRE MARINE MARCHANDE.

Mais, dit-on, si nous avons la protection, si nous réduisons les importations, nous allons tuer notre navigation. Le terrible argument ! Quel intérêt avons-nous dans la navigation océanique ? Voulez-vous savoir ce que c'est que notre navigation océanique ? Ouvrez le Rapport du commerce et de la navigation à la page 864, année 1877. Voici le tableau des arrivages par voies océaniques :

Nationalités.	Tonnes de fret.
Anglais.....	348,476
Canadien.....	270,745
Etranger.....	118,358
<b>Total.....</b>	<b>737,579</b>

Nos navires canadiens ont donc amené 270,745 tonnes. La moitié des intéressés dans ces navires canadiens sont des anglais demeurant en Angleterre, en sorte que les Canadiens proprement dit ne repré-

à leur in-  
de ne rien  
ivent pro-

r prouver  
de nuire  
ts de la  
tous ma-  
quest sont  
riculture  
manufactu-  
de très  
tant que  
ù le ter-  
compara-  
prise du

Revenu  
par tête  
Revenu  
Par 100

54 \$123 17

52 \$130 17

ne don-  
aie pas

onclu-

ret.

6

5

8

9

donc

moitié

s ca-

rant

s Ca-

après

sentent réellement que 135,000 tonnes de fret.

Nous avons importé pour \$99,000,000. Le fret coûte à peu près 10 p. 100 de la valeur d'une cargaison. Nous avons donc payé \$9,900,000 de fret. Comme nous comptons que pour une petite part

dans les navires, notre proportion se trouve être de \$1,840,000. Nous payons donc aux étrangers la jolie somme de \$8,100,000 pour nous faire ruiner.

Quel intérêt avons-nous à protéger cette navigation ?

### XIII—ARTICLES QUE LE CANADA IMPORTE ET QU'IL POURRAIT PRODUIRE OU FABRIQUER.

Chacun sait que le Canada offre des avantages considérables, à l'établissement des manufactures. Dans les provinces maritimes, il possède des mines de houilles bitumineuses, — précisément celles qu'il faut pour les manufactures, — qui suffiraient à approvisionner le monde entier pendant des siècles ; il possède encore un bassin houiller à la Colombie et un autre plus considérable dans la région de la Saskatchewan. On y trouve aussi des gisements d'argent, de cuivre, de fer et de plomb supérieurs, sous bien des rapports, à des mines renommées d'autres pays. Ses immenses voies de communications par eaux, rendent excessivement faciles, le transport du charbon. Ses pouvoirs d'eau sont sans nombre et n'ont pas de pareils en aucun pays. Sa population a toutes les aptitudes et les dispositions nécessaires pour travailler aux manufactures. La preuve en est que des milliers de Canadiens émigrent chaque année aux Etats-Unis, pour se livrer à ce genre de travail. De plus, si l'on en juge par la quantité d'articles que nous importons, le Canada offre un marché considérable et précieux pour les manufactures. Par exemple, depuis quelques années, nous importons, en moyenne, pour seize millions de

piastres de fer tous les ans. Or, notre minerai de fer, est peut-être le meilleur au monde. La Pennsylvanie nous en achète des quantités considérables, bien que cet état lui-même, possède beaucoup de mines de fer, mais qui ne sont pas aussi bonnes que les nôtres. A l'exposition de Philadelphie, les Suédois ont admis que notre fer était meilleur que le leur. Or voici ce qui arrive : Nous vendons notre minerai aux Américains qui nous le renvoient en ferronnerie, que nous leur achetons à des prix élevés. L'auteur de ces lignes est assez familier avec l'outillage des différentes exportations agricoles, et il peut garantir que si l'on employait du fer canadien, au lieu de fer américain, dans la fabrication des instruments aratoires ils dureraient certainement un tiers de plus. Le fer américain à chaudière, d'après une expertise, faite à Toronto, est meilleur que le fer renommé de Lowmoor. Les lisses de Pennsylvanie, d'après des lettres, en la possession de l'auteur, sont meilleurs, prix pour prix, que les lisses anglaises. Mais un fait qui doit surtout intéresser les canadiens, c'est qu'il y a dans notre pays des gisements de fer, couvrant des milliers de milles carrés, dont le minerai est supérieur à celui de

tout autre days et qui ne sont pas encore exploités. En fait de quincaillerie, coutellerie, outils, clous, fonte, poêles, machines, haches, matériel de chemin de fer, chaudières, acier, etc., le Canada a importé de 1873 à 1876, pour un montant annuel de seize millions de piastres. Or ce sont tous là, des articles que nous pourrions fabriquer. Il y a plus, la majeure partie de ces articles, est faite avec notre minerai que nous vendons aux Américains, \$2 la tonne et qu'ils nous srevendent, une fois fabriqué, aux taux moyen d'un peu plus de \$2000, à la grande allégresse de leurs rusés agents, qui se moquent ouvertement de nous, parce que nous ne nous ne savons pas profiter de nos ressources.

Depuis quelques années, nous importons, dix millions par an, d'articles de coton, et pour douze millions de lainage et autres tissus, qui formeraient une liste interminable et que nous pourrions fabriquer nous-mêmes, avec le coton et la laine. Or, avec un bon tarif, nous pourrions nous procurer le coton au même prix qu'en Angleterre et nous avons un vaste champ pour l'élevage des meilleures races de moutons, qui nous donneraient la laine. Il ne nous resterait plus à importer que la quantité de laine étrangère, qu'il faudrait mêler avec la nôtre, pour fabriquer de bons tissus, ce système de mélanges étant reconnu et

adopté par les manufacturiers anglais et d'autres pays. En fait de toiles, soies, velours, nous importons pour quatre millions par année; pour un million de verrerie; pour un million d'habillements confectionnés; pour un million d'articles de cuir; pour un demi-million de fourrures manufacturées; pour trois quarts de million de papier et de tapisserie; pour un demi-million de mercerie; pour un million de chanvre et de cordage; pour un million de chapellerie; pour deux millions d'articles de fantaisie, montres, horloges, etc., pour un demi-million de voitures; pour cinq millions de sucre, plus un nombre immense d'autres articles qu'il serait trop long d'énumérer. Or, il est reconnu de tous que nous pourrions, comme les Etats-Unis, fabriquer une grande partie de ces articles. Il faut dire pourtant, que l'année dernière, le chiffre de ces importations a diminué. M. Cartwright, qui n'a jamais étudié l'histoire du commerce s'est figuré, erreur énorme, que plus le tarif serait bas, plus on importerait. Mais c'est justement le contraire qui a lieu; plus le tarif est bas, plus l'argent se fait rare dans le pays et moins on achète. Si l'on nous impose encore pendant cinq ans, les belles théories du libre-échange, le Canada ne pourra plus rien acheter au dehors et les déficits de M. Cartwright, prendront, d'année en année, des proportions monumentales.



